



B U R K I N A F A S O



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



**COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE
(CPC)**

TABEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

au 2^{ème} trimestre 2012

Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD

INSD, Ouaga 2000, Avenue Pascal Zagré - 01 BP 374 Ouagadougou 01

Téléphone : (226) 50.37.62.02 - Fax : (226) 50.37.62.26 - Burkina Faso

E-mail : insd@insd.bf; insdbf@yahoo.fr - [Site web : www.insd.bf](http://www.insd.bf)

TBE n° 02/2012

SOMMAIRE

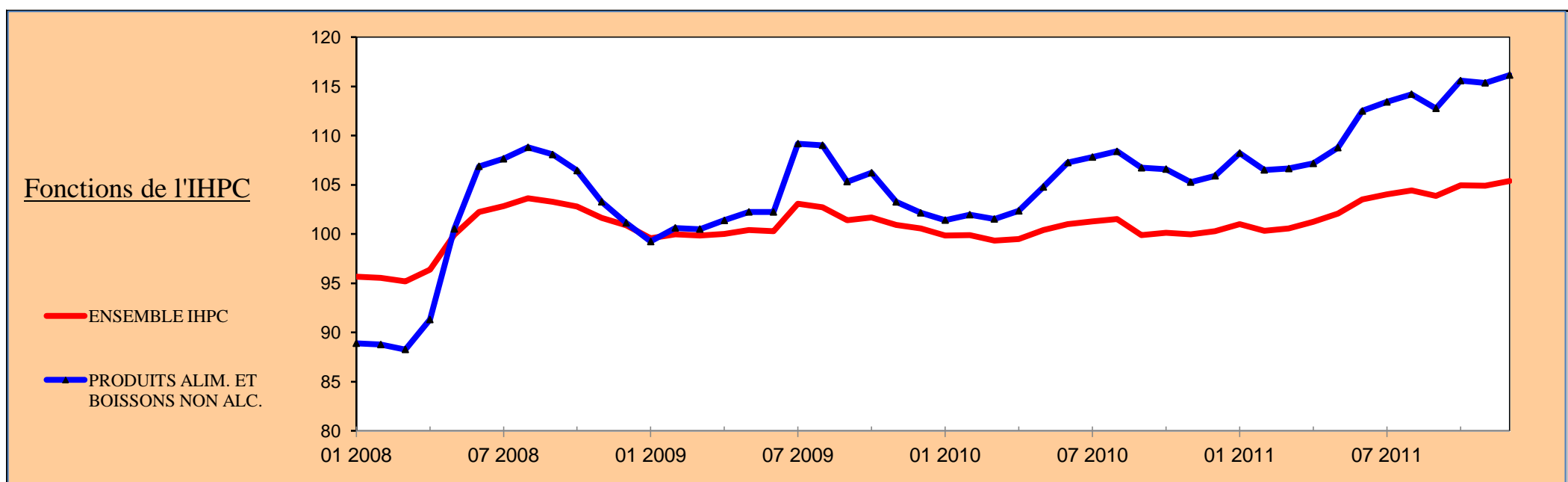
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	8
Secteur monétaire	13
Secteur extérieur	16
Définitions et abréviations	21
Crédit des contributions	22

Secteur réel

Le deuxième trimestre 2012 a connu, comparativement au trimestre précédent une hausse générale des prix des céréales et une baisse globale des prix des animaux. Quant à l'industrie, sa production a connu une relance au quatrième trimestre 2011 comparativement au troisième trimestre 2011.

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2010	2011	2011	2011	2011	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	100,1	100,6	102,3	104,1	105,1	0,9%	4,9%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	105,9	107,1	109,5	113,5	115,7	2,0%	9,2%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	99,7	97,2	100,9	99,4	100,7	1,2%	1,0%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSANTS	100,1	100,2	100,4	101,0	101,1	0,1%	1,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	104,1	103,1	107,3	106,6	107,4	0,8%	3,2%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,2	98,3	98,4	98,8	98,8	0,0%	0,6%
SANTE	99,8	100,2	100,5	100,5	100,5	0,0%	0,7%
TRANSPORTS	98,7	98,9	99,1	99,6	99,7	0,0%	1,0%
COMMUNICATION	63,4	64,5	62,4	62,3	61,6	-1,1%	-2,9%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	98,9	99,0	99,1	99,0	99,0	0,0%	0,1%
ENSEIGNEMENT	102,5	102,5	102,5	102,5	102,5	0,0%	0,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	103,4	104,0	108,5	112,2	112,9	0,7%	9,2%
AUTRES BIENS ET SERVICES	101,6	102,0	102,2	102,5	102,8	0,3%	1,1%

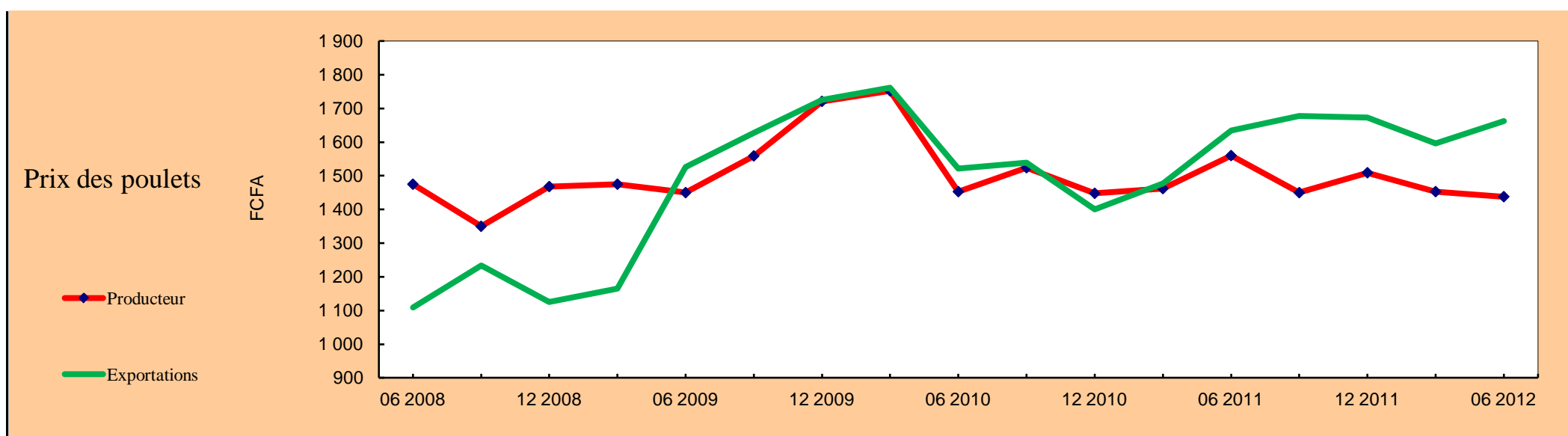
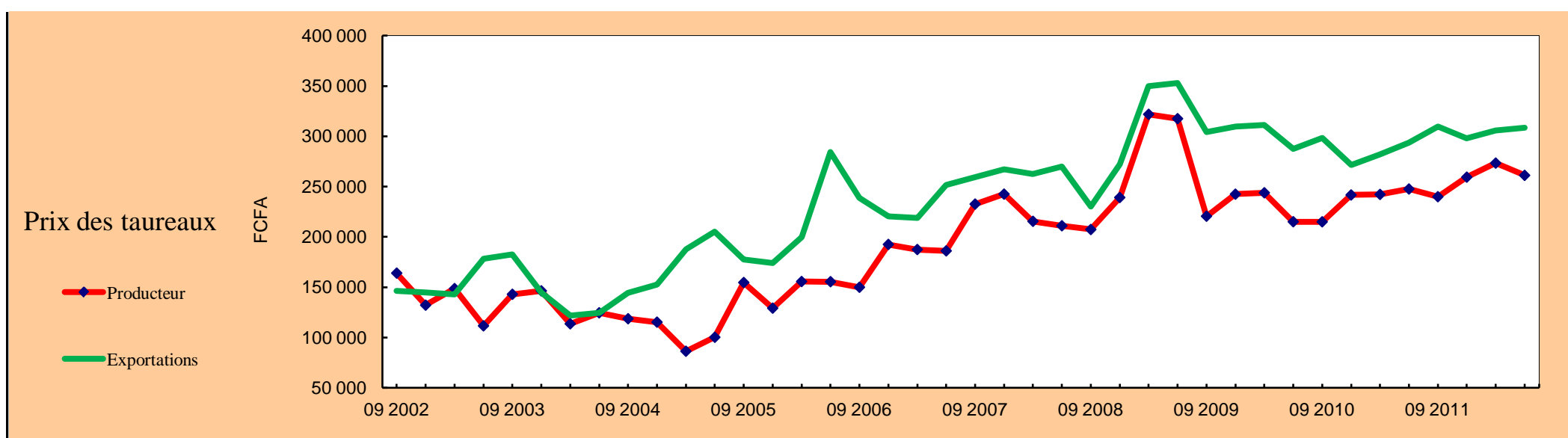


Suite à certaines difficultés, l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) a connu une suspension depuis le premier trimestre 2012. En conséquence, les données qui figurent dans ce numéro ne concernent que la période avant la suspension.

Toutefois, dans l'espoir d'une reprise prochaine de la série des indicateurs des prix cette rubrique a été maintenue.

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement		
	2011	2011	2011	2012	2012	trimestriel	annuel	
	Prov							
Prix au producteur du taureau	247 614	239 953	259 384	273 357	261 159	-4,5%	5,5%	
Prix à l'exportation du taureau	293 633	309 724	298 030	305 980	308 439	0,8%	5,0%	
Prix au producteur du bélier	36 725	34 907	39 450	36 953	35 592	-3,7%	-3,1%	
Prix à l'exportation du bélier	47 318	46 657	50 832	43 136	44 254	2,6%	-6,5%	
Prix au producteur du bouc	18 133	16 876	19 615	19 208	17 669	-8,0%	-2,6%	
Prix à l'exportation du bouc	34 054	30 891	32 762	31 688	31 938	0,8%	-6,2%	
Prix au producteur du poulet	1 560	1 450	1 509	1 453	1 438	-1,0%	-7,8%	
Prix à l'exportation du poulet	1 635	1 678	1 673	1 596	1 662	4,1%	1,7%	
Prix au producteur de la pintade	1 768	2 034	1 904	1 806	1 798	-0,4%	1,7%	
Prix à l'exportation de la pintade	1 988	2 235	2 243	2 001	2 119	5,9%	6,6%	



Le deuxième trimestre 2012 s'est caractérisé par une baisse générale des offres et des prix des animaux sur les marchés de production et une hausse des prix sur les marchés d'exportation comparativement à leur niveau du premier trimestre.

L'observation du marché du bétail montre que les prix sur la plupart des marchés de production ont connu une baisse par rapport au trimestre écoulé. Ces tendances baissières enregistrées sont particulièrement sensibles au niveau des prix moyens de taureau, de bélier et de bouc où les variations sont respectivement de -4,5%, de -3,7% et de -8,0%. En glissement annuel, les tendances baissières sont enregistrées au niveau des mercuriales des petits ruminants sur les différents marchés et de poulets sur les marchés de productions.

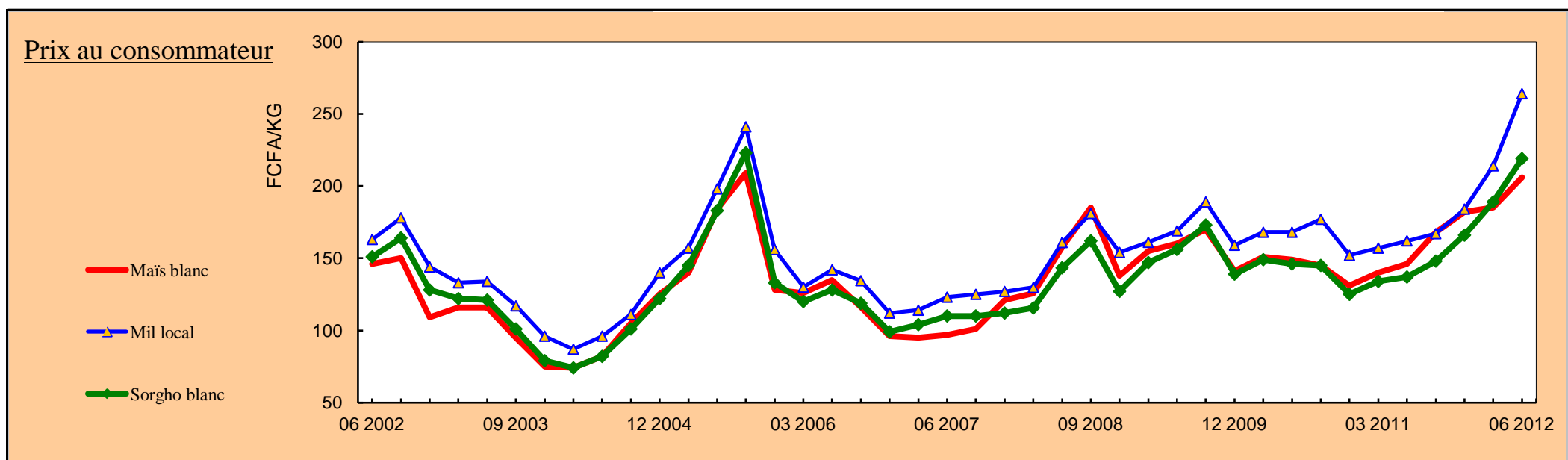
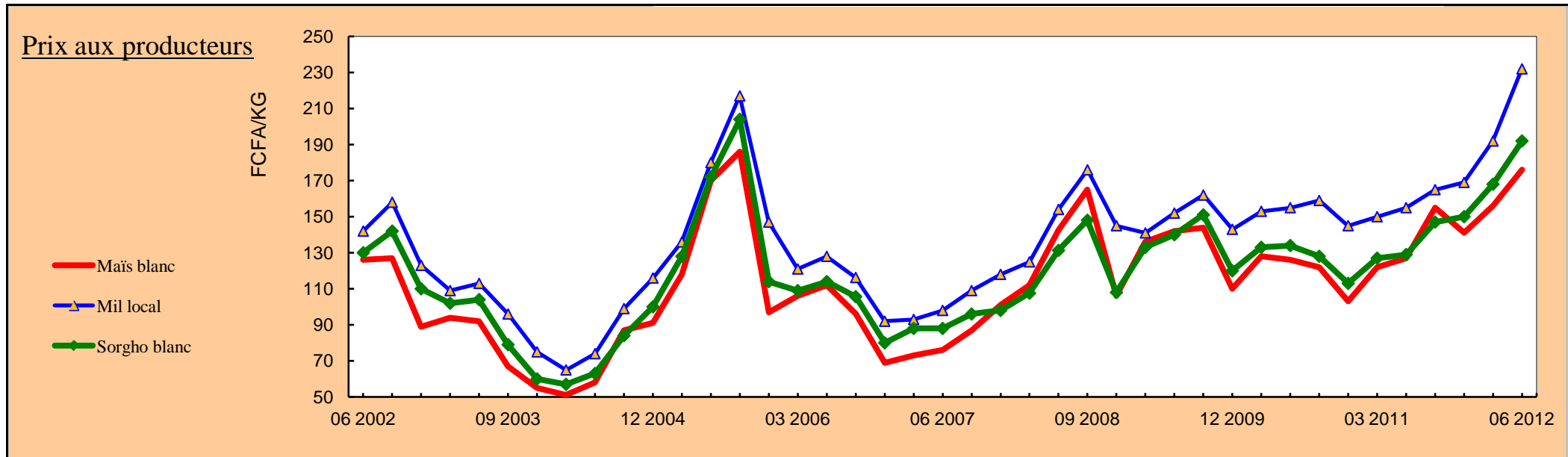
Le deuxième trimestre est la période qui vient juste avant la saison hivernale pendant laquelle les déplacements sont difficiles. C'est également au cours de cette période que les paysans se préparent pour la saison hivernale. L'année 2012 étant difficile sur les plans alimentaires des humains et des animaux, les producteurs pour pouvoir s'approvisionner en vivres, ont dû céder face aux commerçants. Cette situation aurait eu pour conséquence un léger effondrement des prix malgré la baisse de l'offre.

Quant aux marchés d'exportation, ils affichent une tendance à la hausse des prix. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les prix des animaux sont tirés par la demande extérieure. Ainsi donc, la rareté des animaux sur les marchés de production et la forte demande extérieure auraient contribué au renchérissement des prix sur les marchés d'exportation. La reprise des exportations de volaille, surtout vers le Ghana et la Côte d'Ivoire traduisent également le relèvement des mercuriales atteignant 2119 F CFA pour les pintades et 1 662 F CFA pour les poulets (prix sur les marchés d'exportation). Toutefois en glissement annuel, les variations de prix de taureau et de pintades montrent également une tendance à la hausse aussi bien sur les marchés de production que sur les marchés d'exportation.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2011	2011	2011	2012	2012	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	127,0	155,0	141,0	156,0	176,0	12,8%	38,6%
Prix au consommateur du maïs blanc	146,0	168,0	182,0	185,0	206,0	11,4%	41,1%
Prix au producteur du mil local	155,0	165,0	169,0	192,0	232,0	20,8%	49,7%
Prix au consommateur du mil local	162,0	167,0	184,0	214,0	264,0	23,4%	63,0%
Prix au producteur du sorgho blanc	129,0	147,0	150,0	168,0	192,0	14,3%	48,8%
Prix au consommateur du sorgho blanc	137,0	148,0	166,0	189,0	219,0	15,9%	59,9%



La période de soudure s'annonce précoce car déjà en début du deuxième trimestre les prix des principales céréales atteignent des niveaux assez élevés et la faible disponibilité des marchés en céréales en est l'une des principales causes. En effet, les marchés sont quasiment approvisionnés par les stocks commerçants moins importants que l'année dernière à la même période et les prix ont maintenu leur évolution en hausse : le prix consommateur a dépassé la barre de 200 FCFA le kilogramme de céréales.

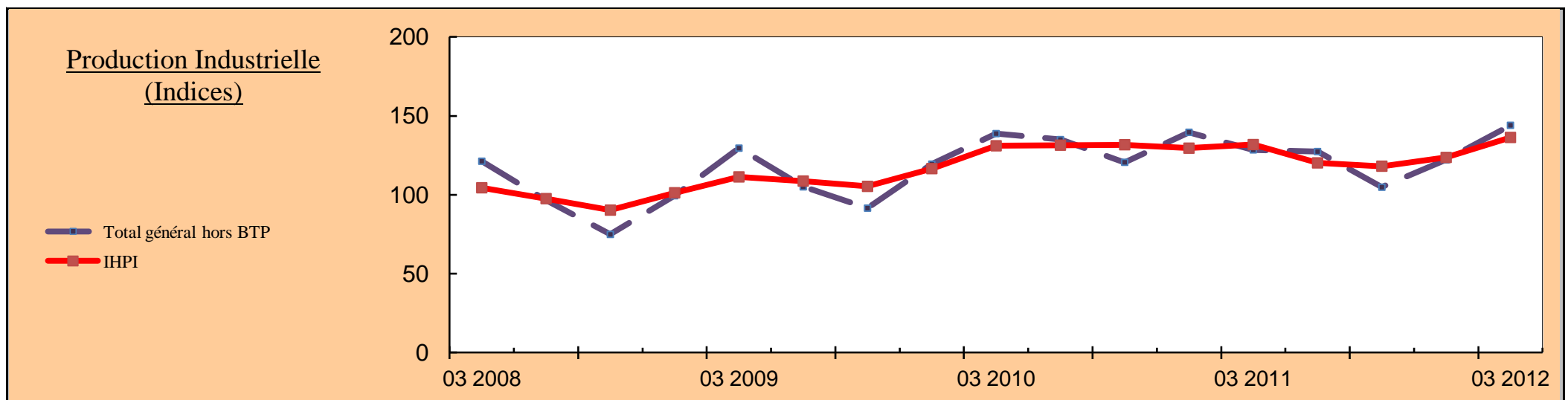
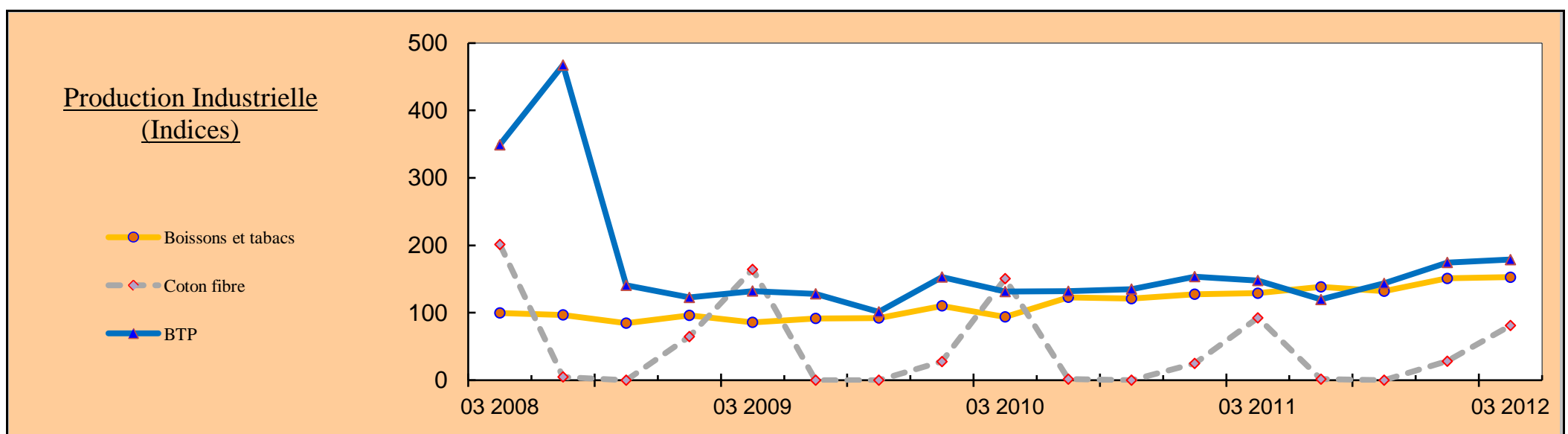
Sur les marchés de collecte, les prix moyens du kilogramme enregistrés pour le second trimestre sont de 176 FCFA pour le maïs, 232 FCFA pour le mil et 192 FCFA pour le sorgho. Ce qui nous donne des variations trimestrielles respectives de +13%, +21% et +14%. Par rapport à l'année passée, ces variations sont en fortes hausses de 39% pour le maïs, de 50% pour le mil et de 49% pour le sorgho. Au niveau des marchés de détail, les prix des céréales ont connu la même évolution en hausse avec des variations trimestrielles de +11%, + 21% et +16% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho. Les variations annuelles sont en hausses de 41% pour le maïs, 63% pour le mil et 60% pour le sorgho. Une comparaison par rapport à la moyenne quinquennale ressort des variations en hausse de 45%, 68% et 57% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho.

Les prix les plus élevés du trimestre ont été observés sur les marchés des régions du Sahel (Gorom-Gorom, Dori), du Centre (Gounghin, Sankaryaré) et du Nord (Djibo, ouahigouya, Yako) avec une moyenne de 30 000 FCFA le sac de 100 Kg de mil et 25 000 FCFA les sacs de maïs et de sorgho. Les prix les moins élevés se retrouvent sur les marchés des régions de la Boucle du Mouhoun (Gassan), des Hauts-Bassins (N'Dorola, Faramana), et des Cascades (Douna) avec des moyennes des prix des sacs de 100Kg de 20 000 FCFA pour le mil, de 17 000 FCFA pour le maïs et de 18 000 FCFA pour sorgho.

Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2011	2011	2011	2011	2012	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	92,4	1,5	0,0	28,1	81,1	188,7%	-12,2%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	162,7	121,9	112,1	129,4	158,5	22,5%	-2,6%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	95,9	12,6	13,9	32,8	84,4	157,5%	-12,0%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 336,5	1 236,9	1 150,5	1 022,0	1 236,1	20,9%	-7,5%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	141,9	118,5	125,0	143,0	152,6	6,7%	7,5%
BOISSONS ET TABAC	128,9	138,4	131,9	150,8	152,6	1,2%	18,4%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	141,9	118,5	125,0	143,0	152,6	6,7%	7,5%
BOULANGERIES, MEUNERIES	114,8	118,3	130,2	117,7	115,4	-1,9%	0,6%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	237,5	87,5	68,8	84,9	174,0	105,0%	-26,7%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	131,1	124,2	153,9	80,1	118,0	47,3%	-10,0%
INDUSTRIES CHIMIQUES	67,2	72,4	66,3	74,1	66,9	-9,7%	-0,5%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	15,9	10,4	6,5	14,7	10,7	-27,3%	-32,9%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	60,7	161,0	67,1	98,9	122,7	24,0%	102,2%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	147,8	119,6	143,5	174,6	178,7	2,4%	20,9%
TOTAL GENERAL HORS BTP	128,5	127,4	104,8	122,2	144,0	17,9%	12,1%
IHPI	131,0	126,4	109,9	129,1	148,6	15,1%	13,4%



La relance de la production industrielle entamée depuis le quatrième trimestre 2011 s'est poursuivie au cours du premier trimestre 2012. L'indice harmonisé de la production industrielle est ainsi passé à 148,6, correspondant à une amélioration de 15,1% par rapport au trimestre précédent. Aussi, en glissement annuel, on note un accroissement de 13,4% de l'indice global de la production industrielle.

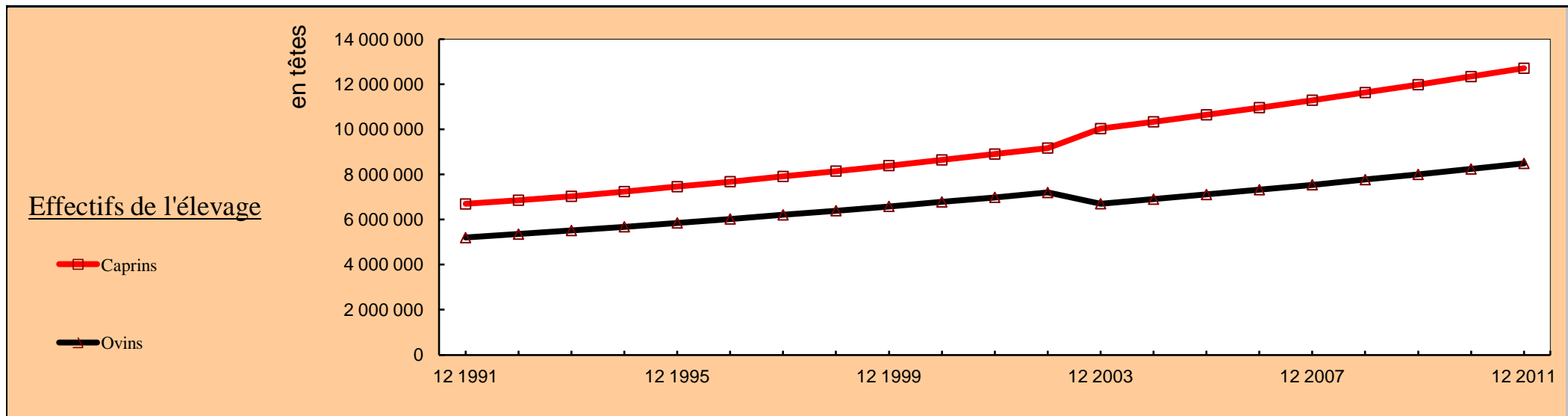
Les principaux secteurs industriels ayant contribué à cette hausse de l'indice global sont l'énergie (électricité, gaz et eau), l'industrie textile avec la reprise de l'égrenage et l'activité d'extraction de minerais métallique notamment de l'or. En effet, l'indice du secteur énergétique a connu une hausse notable tant en glissement trimestriel qu'annuel avec des valeurs respectives de 24,0% et 102,2%. L'industrie textile, entraînée principalement par la reprise de l'activité saisonnière d'égrenage de coton, a connu une hausse 157,5% et l'extraction a enregistré une hausse de 20,9%. Cependant, en glissement annuel, ces deux secteurs industriels ont connu des baisses respectives de leurs productions de 12,0% et 7,5%.

Par ailleurs, seules les boulangeries et meuneries, les industries chimiques et les industries de fabrication d'ouvrages en bois et en métaux ont connu des baisses de production matérialisées par des chutes de leurs indices respectifs de 1,9%, 9,7% et 27,3% en glissement trimestriel. Ces baisses sont valables en glissement trimestriel dans la fabrication d'ouvrages en bois et en métaux et dans l'industrie chimique (fabrication de piles et de produits en matières plastiques ou en caoutchouc).

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	Croissance moyenne	
						2007-2011	2010-2011
Effectif de bovins (en têtes)	7 914 180	8 072 420	8 233 845	8 398 499	8 566 448	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	7 543 720	7 770 083	8 003 164	8 243 238	8 490 513	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	11 294 980	11 633 992	11 982 987	12 342 454	12 712 705	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	34 329	35 359	36 420	37 512	38 638	3,0%	3,0%

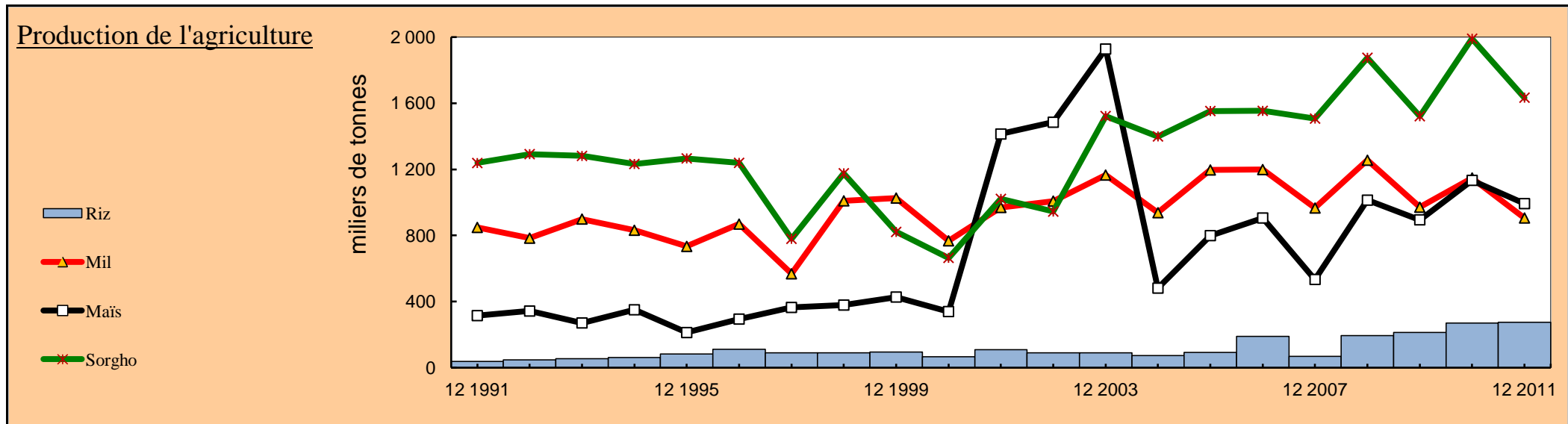


Les résultats de la deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II, 2003) constituent la base d'estimation des effectifs du cheptel. A partir donc de ces résultats et en appliquant les taux de croît, nous obtenons les effectifs ci-dessus du cheptel pour l'année 2011.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	Croissance moyenne	
						2007-2011	2010-2011
Production brute totale de céréales	3 088 811	4 358 518	3 626 637	4 560 574	3 822 882	5,5%	-16,2%
dont : Production brute de mil	966 016	1 255 189	970 927	1 147 894	905 637	-1,6%	-21,1%
dont : Production brute de sorgho	1 507 162	1 875 046	1 521 468	1 990 227	1 633 759	2,0%	-17,9%
dont : Production brute de maïs	533 874	1 013 634	894 558	1 133 452	992 708	16,8%	-12,4%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	68 916	195 102	213 584	270 658	274 840	41,3%	1,5%



Ce second trimestre a été marqué par le lancement de la campagne agricole 2012/2013 le 20 avril 2012 à Goinré, dans la région du Nord. Ce lancement a constitué la 4ème activité majeure de la 15ème édition de la Journée Nationale de Paysan (JNP) qui s'est tenue sous le thème : « Modernisation et professionnalisation de l'agriculture : rôles et responsabilités des acteurs ». L'accent sera mis sur des variétés de maïs et de riz pluvial, des intrants agricoles, la formation des producteurs, etc.

A ce titre, l'Etat mettra à la disposition des producteurs des intrants agricoles : 10 millions de boutures de manioc, près de 20 millions de boutures de patates, 5 000 tonnes de semences améliorées et près de 7 000 tonnes d'engrais. A cela s'ajoutent 20 000 charrues dans le cadre de l'opération "100 mille charrues", dont la moitié pour les femmes. 125 nouveaux tracteurs indiens sont par ailleurs attendus. Des semences fourragères et forestières ont été également citées comme appui de l'Etat.

Goinré a été aussi le lieu de lancement officiel des activités du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest plus connu sous l'acronyme anglais WAAP, par le représentant de la Banque mondiale, chef de file des partenaires techniques et financiers. Le programme vise à générer et à diffuser des technologies améliorées pour l'intensification durable des produits agricoles et à lutter contre la pauvreté. Ce programme, qui dure 10 ans, permettra d'atteindre au moins 15% de la productivité et de disposer d'au moins 100 000 hectares de superficie qui accueilleront les technologies améliorées. Les actions du programme toucheront près de 200 000 bénéficiaires dont 40% de femmes. Son coût global est d'environ 12 milliards FCFA.

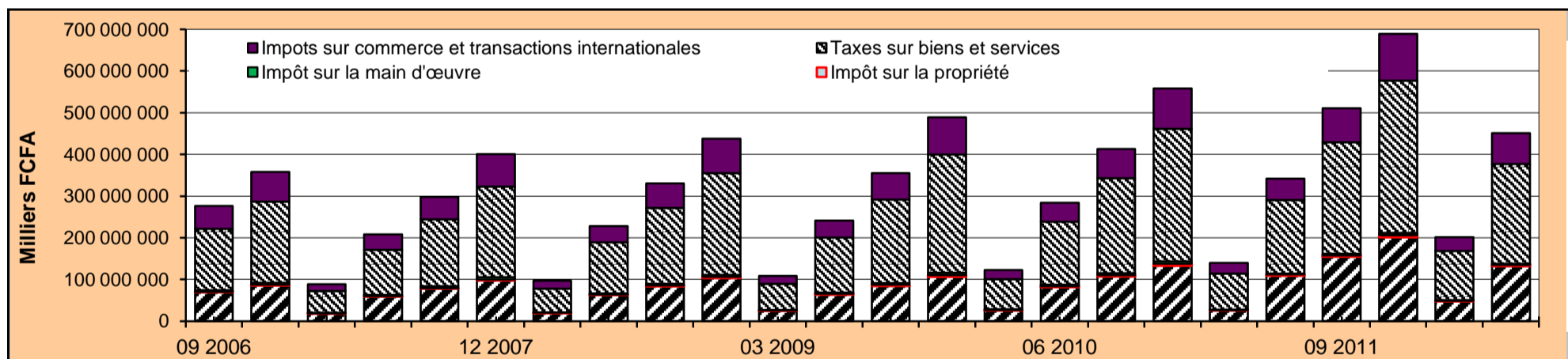
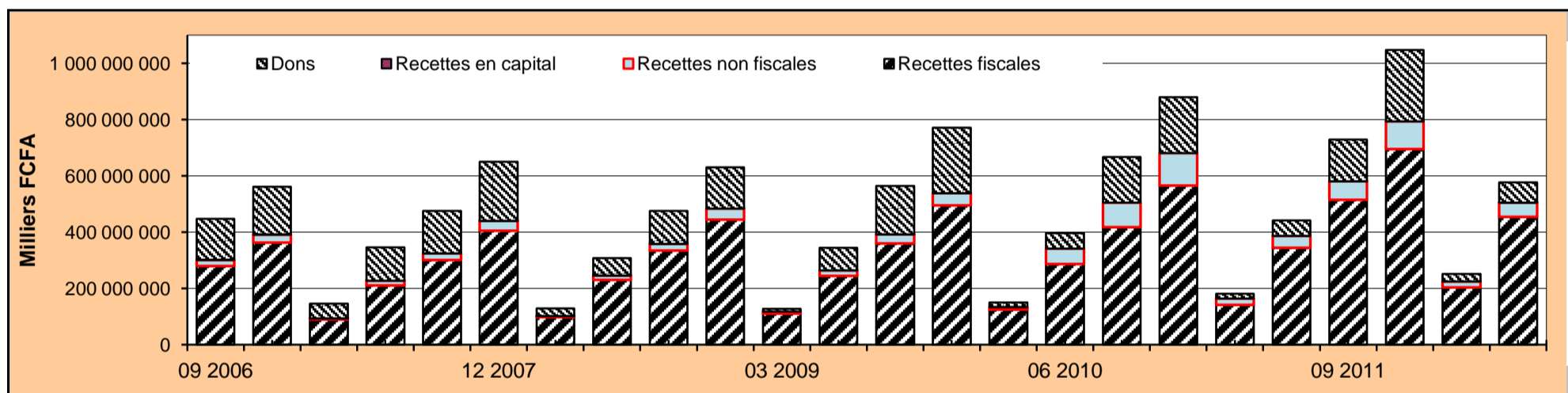
Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.P.E.R.

Finances publiques

A fin juin 2012, l'exécution des opérations financières de l'Etat affiche un niveau de recettes totales et dons de 576,7 milliards de FCFA et un niveau de dépenses et prêts nets de 612,1 milliards de FCFA, dégagant ainsi un solde global déficitaire de 35,5 milliards de FCFA en amélioration de 62,2% comparativement à la même période en 2011.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2012)	2. Trim. 2011 Réal.	3. Trim. 2011 Réal.	4. Trim. 2011 Réal.	1. Trim. 2012 Est.	2. Trim. 2012 Est.	Taux d'exécution	Glissement annuel
Recettes totales et dons	1 239 648 789	441 248 026	729 846 039	1 047 248 587	251 362 391	576 677 117	46,5%	30,7%
Recettes totales	835 261 490	387 272 161	580 681 629	793 578 305	225 127 972	505 431 518	60,5%	30,5%
Recettes courantes	835 261 490	387 271 959	580 681 266	793 577 824	225 127 794	505 383 930	60,5%	30,5%
Recettes fiscales	724 520 217	345 048 166	515 228 389	695 595 861	203 332 827	454 742 267	62,8%	31,8%
Impôts sur revenus et bénéfices	178 341 092	109 716 780	154 609 656	201 024 451	47 437 463	132 438 354	74,3%	20,7%
Impôt sur la main d'œuvre	8 824 632	2 506 887	3 326 699	4 988 891	1 521 033	2 943 478	33,4%	17,4%
Taxes sur biens et services	398 966 859	175 993 178	267 514 096	366 724 527	117 513 482	239 162 211	59,9%	35,9%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	126 131 459	51 734 092	81 818 334	111 976 829	34 013 988	74 147 077	58,8%	43,3%
Autres recettes fiscales	7 436 705	2 847 915	4 502 053	5 983 083	1 451 122	3 288 368	44,2%	15,5%
Recettes non fiscales	110 741 273	42 223 793	65 452 877	97 981 964	21 794 967	50 641 664	45,7%	19,9%
Recettes en capital	0	202	363	481	178	47 588		23449,9%
Dons	404 387 299	53 975 865	149 164 410	253 670 282	26 234 418	71 245 599	17,6%	32,0%
Projets	220 332 789	38 954 788	56 285 523	73 100 000	23 698 418	50 845 981	23,1%	30,5%
Programmes	184 054 510	15 021 078	92 878 887	180 570 282	2 536 000	20 399 618	11,1%	35,8%



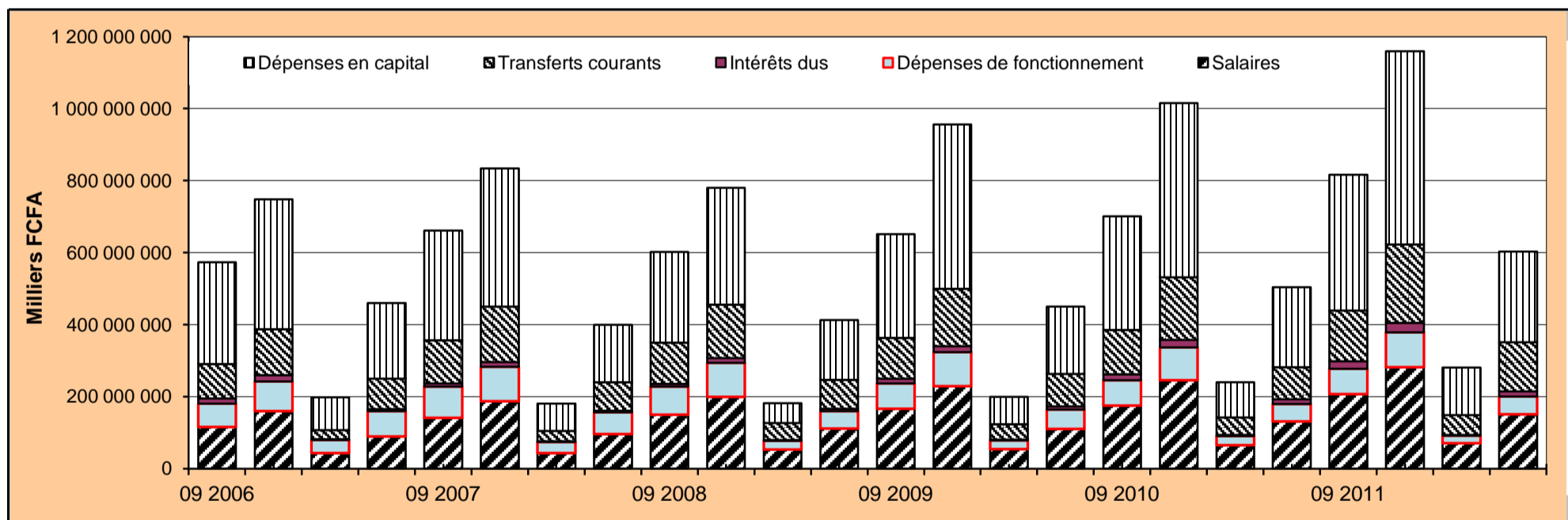
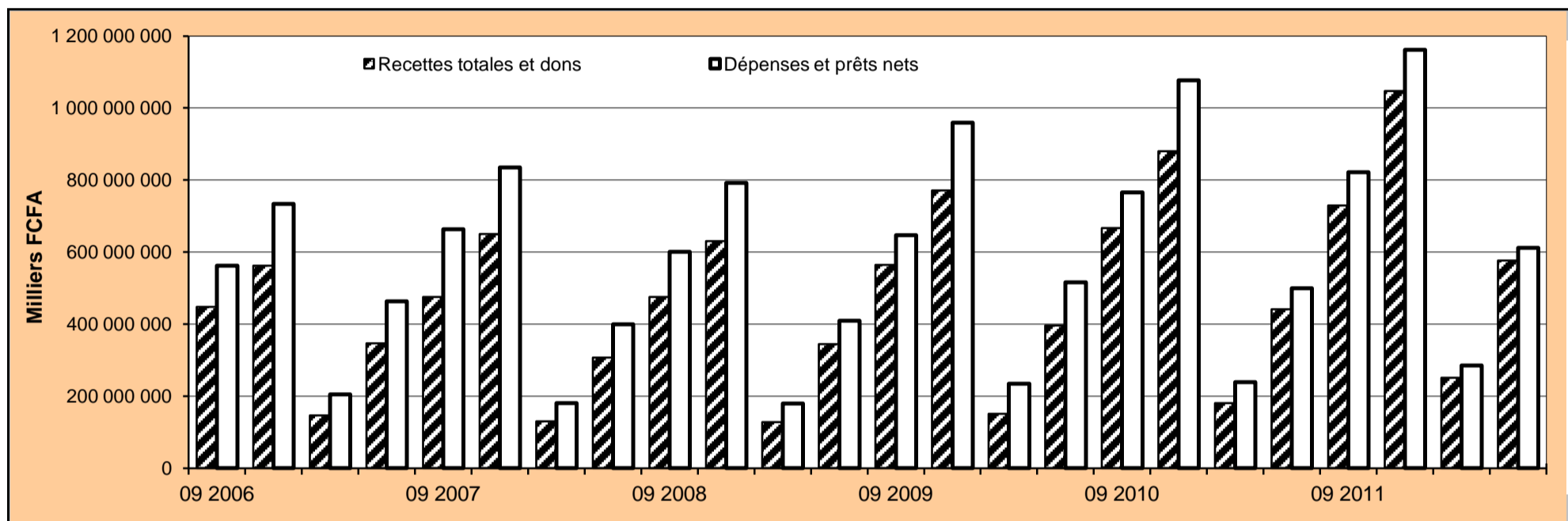
Les recettes totales et dons ont été recouverts à hauteur de 576,7 milliards de FCFA à fin juin 2012 contre 441,2 milliards de FCFA à fin juin 2011, soit une progression de 30,7%. Cette performance résulte d'un accroissement des recettes propres (+118,2 milliards de FCFA) et des dons (+17,27 milliards de FCFA). Les recettes propres ont augmenté de 30,5% par rapport à fin juin 2011 pour s'établir à 505,4 milliards de FCFA à fin juin 2012. Ce niveau de recouvrement qui dépasse le repère indicatif du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du FMI à fin juin 2012 (428,8 milliards de FCFA) est expliqué tant par le niveau des recettes fiscales que par celui des recettes non fiscales. En effet, les recettes fiscales ont enregistré une hausse de 109,7 milliards de FCFA (+31,8%) par rapport à fin juin 2011 pour se situer à 454,7 milliards de FCFA à la fin du premier semestre de l'année 2012. Cette augmentation est attribuable à la progression des « impôts sur les revenus et bénéfices » (+20,7%) ainsi qu'à celle des « taxes sur les biens et services » (+35,9%). Quant aux recettes non fiscales, elles ont connu une progression de 19,9% passant de 42,2 milliards de FCFA à fin juin 2011 à 50,6 milliards FCFA au premier semestre de l'année 2012. Cette performance s'explique principalement par un accroissement des produits financiers (dividendes) et des autres recettes non fiscales respectivement de 4,4 milliards de FCFA et 5,4 milliards de FCFA. L'augmentation des autres recettes non fiscales est liée à celle des droits proportionnels et taxes superficielles sur titres miniers qui sont passés de 16,3 milliards de FCFA à fin juin 2011 à 21,6 milliards de FCFA à fin juin 2012.

En ce qui concerne les dons, ils ont été mobilisés à hauteur de 71,2 milliards de FCFA à fin juin 2012 contre 54,0 milliards de FCFA à fin juin 2011, soit une hausse de 32,0%, imputable aussi bien aux dons programmes (+5,4 milliards de FCFA) qu'aux dons projets (+11,9 milliards de FCFA). Ces niveaux de mobilisation s'expliquent par les bonnes relations de coopération du pays avec ses partenaires ainsi que le bon suivi des programmes financiers.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2012)	2. Trim. 2011	3. Trim. 2011	4. Trim. 2011	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 343 746 451	499 742 573	821 509 342	1 161 881 094	285 546 225	612 140 940	45,6%	22,5%
Dépenses	1 350 682 231	503 572 182	816 558 835	1 159 228 694	280 838 966	602 871 607	44,6%	19,7%
Dépenses courantes	651 720 937	281 732 864	438 596 702	623 213 129	148 898 272	351 120 714	53,9%	24,6%
Salaires	319 864 568	131 074 482	206 873 715	281 444 997	70 578 195	151 058 973	47,2%	15,2%
Dépenses de fonctionnement	104 000 000	47 791 718	70 327 029	97 555 900	20 386 206	49 644 380	47,7%	3,9%
Intérêts dus	20 030 369	14 013 994	20 884 104	25 762 699	2 116 584	13 598 237	67,9%	-3,0%
Transferts courants	207 826 000	88 852 670	140 511 854	218 449 532	55 817 287	136 819 124	65,8%	54,0%
Dépenses en capital	698 961 294	221 839 318	377 962 132	536 015 565	131 940 694	251 750 893	36,0%	13,5%
financées sur ressources propres	327 208 041	125 987 239	219 769 015	283 409 607	69 230 852	137 434 594	42,0%	9,1%
Prêts nets	-6 935 780	-3 829 609	4 950 507	2 652 400	4 707 260	9 269 334	-133,6%	-342,0%



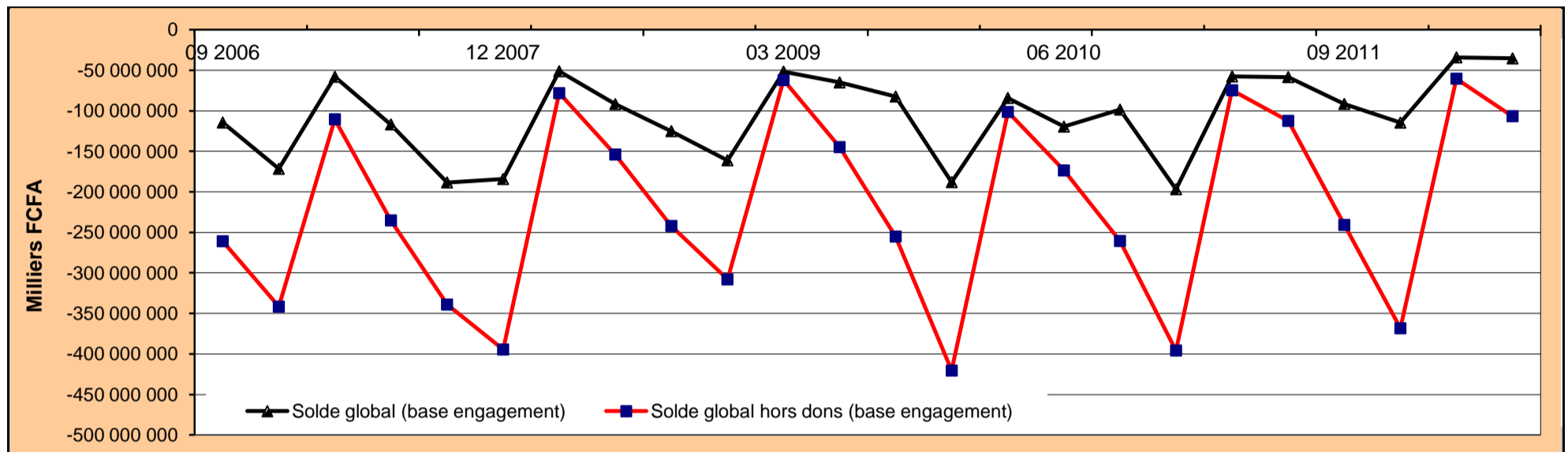
Les dépenses et prêts nets se sont situés à 612,1 milliards de FCFA à fin juin 2012 contre 546,3 milliards de FCFA à fin juin 2011, correspondant à une hausse de 65,8 milliards de FCFA (+12,1%). Cet accroissement est imputable aussi bien aux dépenses courantes qu'aux dépenses en capital. En effet, les dépenses courantes, en hausse de 24,6% par rapport au premier semestre 2011, ont été exécutées à hauteur de 351,1 milliards de FCFA à fin juin 2012. Cette augmentation s'explique par la hausse des dépenses de personnel (+15,2%) et de transferts courants (+54,0%). La hausse des dépenses de personnel est imputable à la prise en charge de l'accroissement des effectifs (intégrations et engagements statutaires) sur la période, d'une part, et à la revalorisation des éléments de rémunération (par le biais des avancements constatés, de l'élargissement des indemnités de logement et de sujétion et de l'augmentation de 5% des salaires), d'autre part. Quant aux dépenses de transferts courants, leur hausse s'explique par l'accroissement des subventions aux EPE et aux collectivités territoriales ainsi que celles des produits pétroliers.

Concernant les dépenses en capital à fin juin 2012, elles ont progressé de 13,5% par rapport à la même période en 2011 en ressortant à 251,8 milliards de FCFA. Cette situation s'explique par l'accroissement des dépenses d'investissements sur ressources propres (+11,4 milliards de FCFA) et sur financements extérieurs (+17,8 milliards de FCFA).

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

SOLDES ET FINANCEMENT

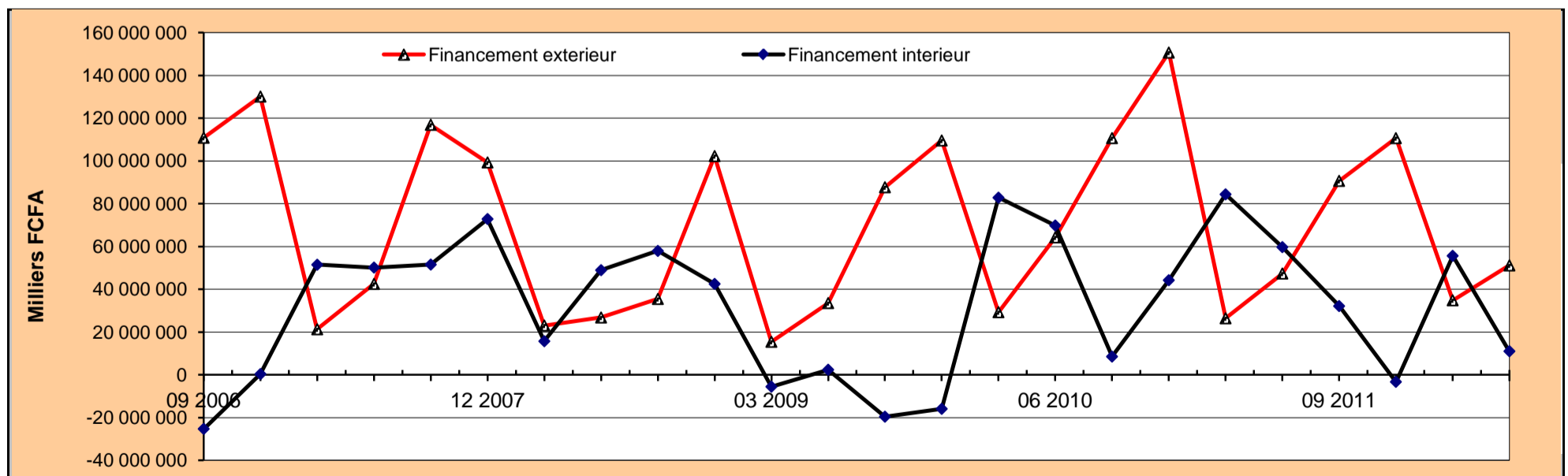
SOLDE GLOBAL (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2012)	2. Trim. 2011 Réal.	3. Trim. 2011 Réal.	4. Trim. 2011 Réal.	1. Trim. 2012 Est.	2. Trim. 2012 Est.	Taux d'exécution	Glissement annuel
Solde global (base engagement)	-104 097 662	-58 494 547	-91 663 302	-114 632 507	-34 183 835	-35 463 823	34,1%	-39,4%
Solde global hors dons (base engagement)	-508 484 961	-112 470 412	-240 827 712	-368 302 789	-60 418 253	-106 709 422	21,0%	-5,1%
Solde primaire	-123 001 339	-98 456 418	-219 943 609	-342 540 089	-58 301 669	-93 111 185	75,7%	-5,4%
Solde de base	-143 031 708	-17 603 097	-84 118 845	-166 109 210	1 158 334	5 968 571	-4,2%	-133,9%
Solde global (base caisse)	-104 097 662	-73 064 496	-107 605 124	-105 162 779	-86 241 237	-62 858 731	60,4%	-14,0%
Solde global hors dons (base caisse)	-508 484 961	-127 040 361	-256 769 534	-358 833 061	-112 475 655	-134 104 330	26,4%	5,6%



L'exécution des opérations financières de l'Etat est ressorti déficitaire à fin juin 2012. Le déficit global (base engagement) s'est établi à 35,5 milliards de FCFA à fin juin 2012 contre 105,1 milliards de FCFA une année plus tôt, soit une amélioration de 66,2%. Ce niveau de déficit atteint à fin juin 2012 est contenu dans la limite des 116 milliards de FCFA autorisée par le programme FEC. Le déficit global base caisse s'est situé à 62,9 milliards de FCFA à fin juin 2012 contre 119,6 milliards de FCFA à fin juin 2011. Il a été financé par l'extérieur à hauteur de 51,2 milliards FCFA et par l'intérieur à hauteur de 11,0 milliards de FCFA.

Au plan intérieur, les tensions de trésorerie constatées au cours du premier semestre 2012 ont conduit le Gouvernement à emprunter sur le marché financier sous régional. En effet, trois opérations d'émission de bons de trésor d'une valeur nette cumulée de 70,2 milliards de FCFA ont été réalisées.

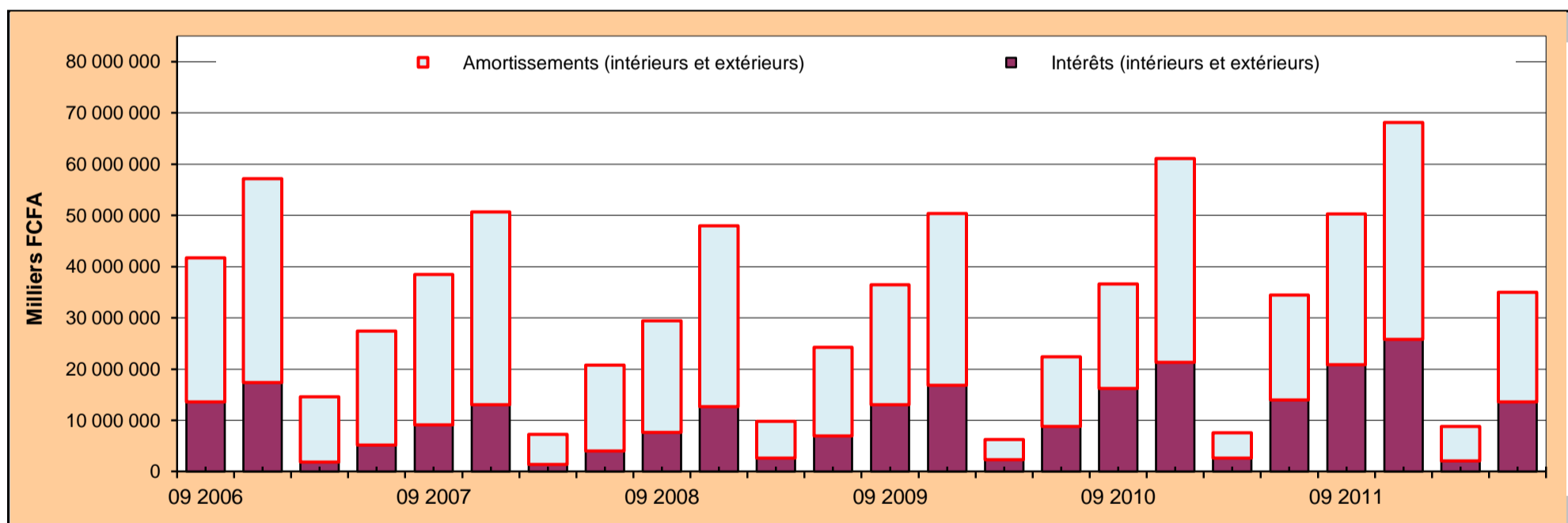
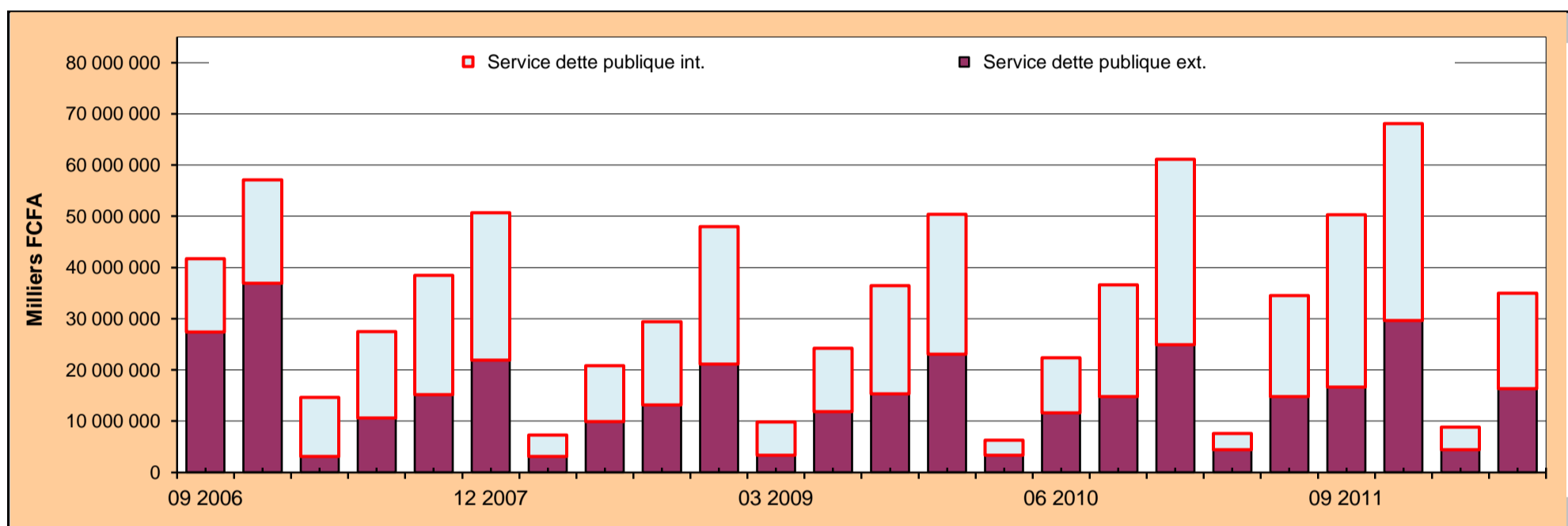
FINANCEMENT (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2012)	2. Trim. 2011 Réal.	3. Trim. 2011 Réal.	4. Trim. 2011 Réal.	1. Trim. 2012 Est.	2. Trim. 2012 Est.	Taux d'exécution	Glissement annuel
Financement	69 097 662	107 081 573	122 834 171	107 381 554	90 503 424	62 180 876	90,0%	-41,9%
Financement extérieur	123 888 729	47 368 103	90 681 311	110 664 595	34 859 753	51 151 360	41,3%	8,0%
Décassements extérieurs	145 120 464	55 912 528	100 423 344	129 093 579	37 878 169	61 832 012	42,6%	10,6%
Initiative PPTE (Allègements)	0	0	0	0	0	0		
Amortissement de la dette extérieure	-21 231 735	-8 544 425	-9 742 032	-18 428 984	-3 018 416	-10 680 652	50,3%	25,0%
Ajustement taux de change	0	0	0	0	0	0		
Financement intérieur	-54 791 067	59 713 470	32 152 859	-3 283 040	55 643 671	11 029 516	-20,1%	-81,5%
Financement bancaire	-47 032 176	52 486 141	15 621 502	-16 014 294	58 288 957	2 229 975	-4,7%	-95,8%
Secteur non bancaire	-7 758 891	7 227 329	16 531 358	12 731 254	-2 645 286	8 799 542	-113,4%	21,8%
Gap de financement	0	-34 017 077	-15 229 046	-2 218 775	-4 262 187	677 855		-102,0%



Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

SERVICE DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2012)	2. Trim. 2011	3. Trim. 2011	4. Trim. 2011	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Total service dette publique	70 130 000	34 477 938	50 297 220	68 109 015	8 789 580	34 954 562	49,8%	1,4%
Amortissements (int. et ext.)	50 099 631	20 463 944	29 413 117	42 346 316	6 672 995	21 356 325	42,6%	4,4%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	20 030 369	14 013 994	20 884 104	25 762 699	2 116 584	13 598 237	67,9%	-3,0%
Service dette publique int.	40 525 351	19 707 422	33 685 874	38 497 678	4 402 843	18 598 008	45,9%	-5,6%
Amortissements	28 867 896	11 919 519	19 671 084	23 917 332	3 654 580	10 675 673	37,0%	-10,4%
Intérêts	11 657 455	7 787 903	14 014 790	14 580 346	748 263	7 922 336	68,0%	1,7%
Service dette publique ext.	29 604 649	14 770 516	16 611 346	29 611 337	4 386 737	16 356 554	55,2%	10,7%
Amortissements	21 231 735	8 544 425	9 742 032	18 428 984	3 018 416	10 680 652	50,3%	25,0%
Intérêts	8 372 914	6 226 091	6 869 314	11 182 353	1 368 321	5 675 902	67,8%	-8,8%
Service dette ext./recettes totales	3,5%	3,8%	2,9%	3,7%	1,9%	3,2%	91,3%	-15,2%

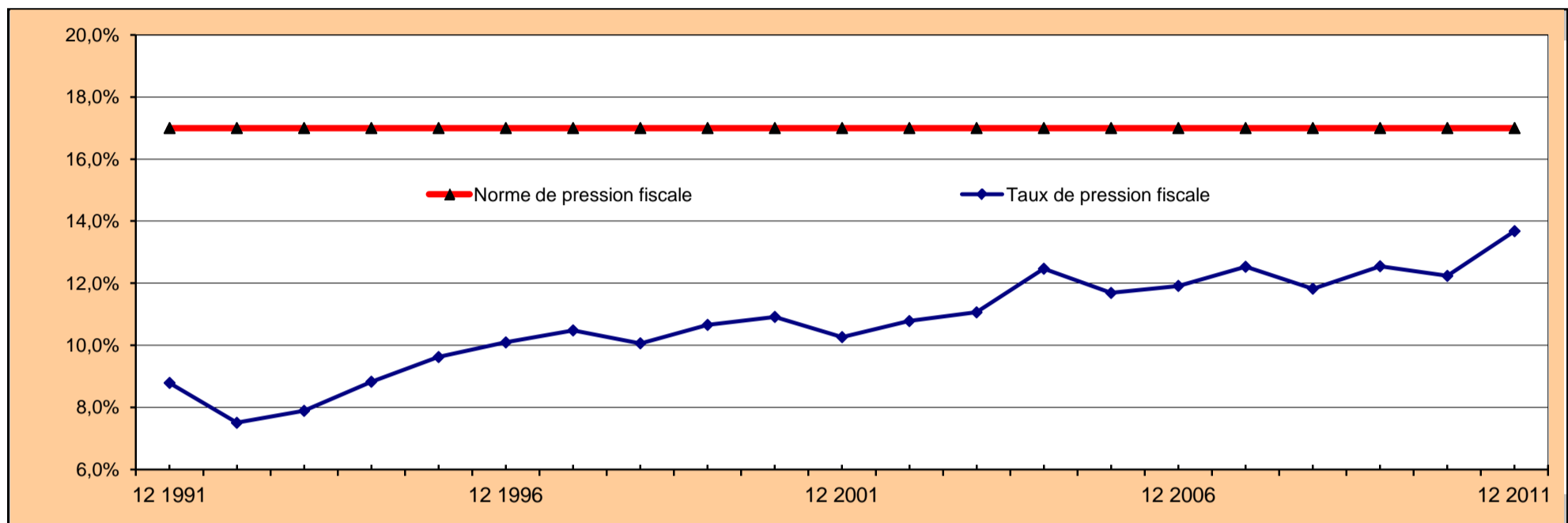


Le service de la dette publique s'est chiffré à 35 milliards de francs CFA à fin juin 2012 contre 34,5 milliards de francs CFA à la même période en 2011; soit une augmentation de 1,4%. Quant au ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", il est évalué à 3,2% à fin juin 2012 en baisse de 0,6 points comparativement à fin juin 2011. Ce qui signifie que la part des ressources propres consacrées au paiement de la dette extérieure a baissé au cours de la période.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2007	12 2008	12 2009	12 2010	12 2011
		Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang						
Soldes budgétaires de base / PIB nominal	≥ 0%	-5,7%	-4,6%	-5,6%	-2,8%	-2,3%
Taux d'inflation	≤ 3%	-0,3%	10,7%	2,6%	-0,6%	2,8%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤ 70%	25,1%	24,6%	27,5%	25,0%	27,2%
Critères de 2nd rang						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	≥ 20%	35,2%	43,7%	47,6%	49,0%	40,7%
Masse salariale / Recettes fiscales	≤ 35%	46,3%	44,7%	46,2%	43,5%	40,5%
Solde extérieur courant / PIB nominal	≤ 5%	-12,6%	-14,8%	-9,1%	-7,0%	-9,6%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	12,5%	11,8%	12,5%	12,2%	13,7%



Sources : M.E.F.

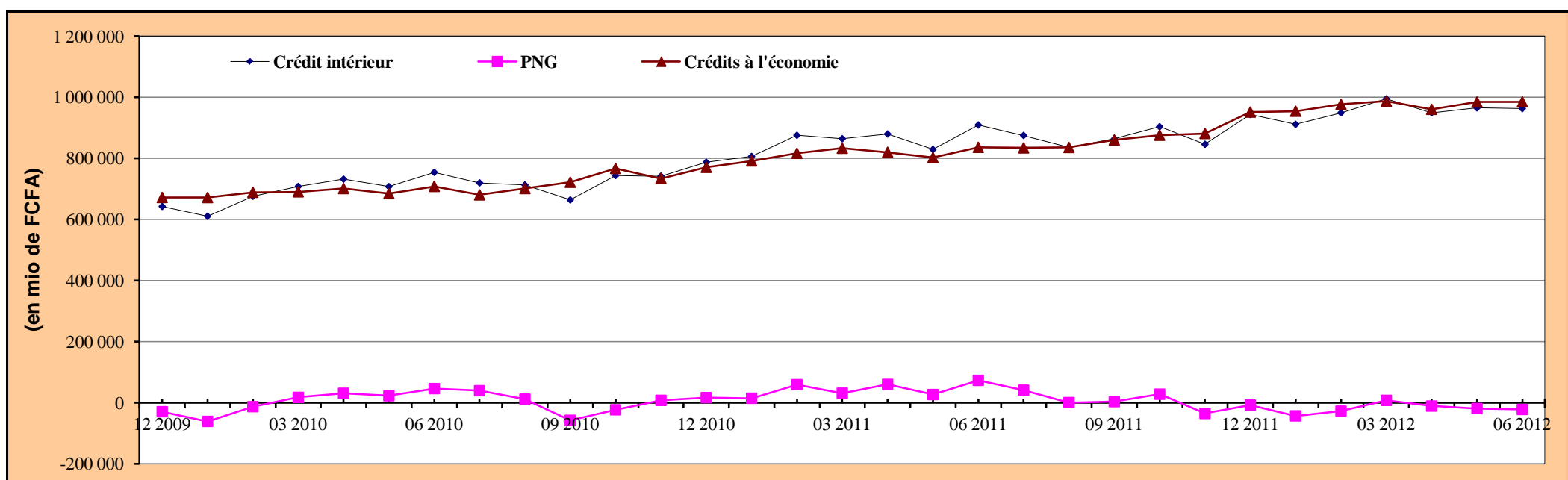
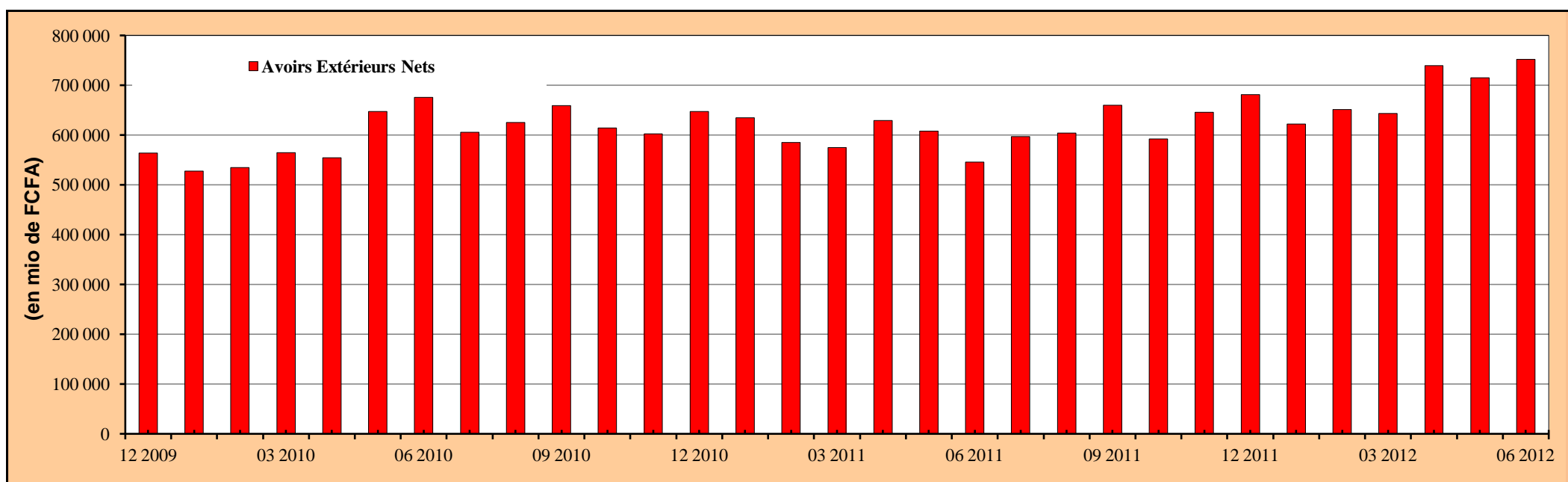
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

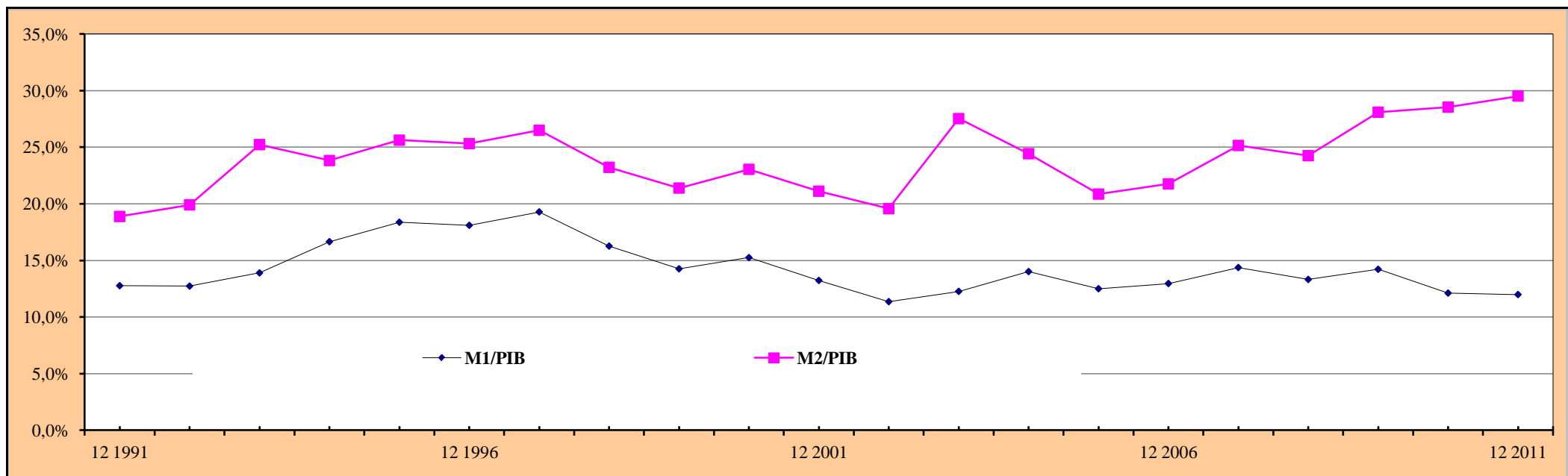
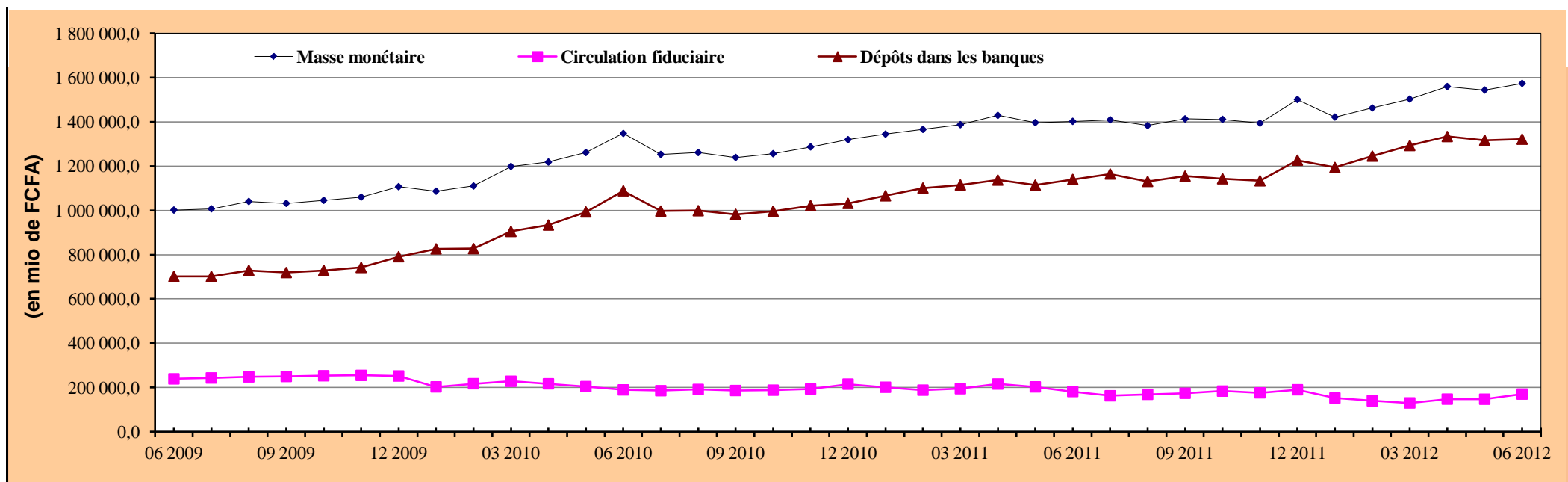
Les agrégats monétaires entre fin juin 2012 et fin décembre 2011 ont été caractérisés par une hausse des avoirs extérieurs nets (+10,4%), du crédit intérieur (+2,0%) et de la masse monétaire (+4,8%).

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	2. Trim. 2011	3. Trim. 2011	4. Trim. 2011	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
Est.										
Avoirs Extérieurs Nets	545 950,3	659 776,1	681 545,4	643 151,9	752 171,5	109 019,7	17,0%	206 221,2	37,8%	
BCEAO	258 088,3	239 364,1	275 337,4	147 996,9	183 362,5	35 365,7	23,9%	-74 725,8	-29,0%	
Banques	287 862,0	420 412,0	406 208,0	495 155,0	568 809,0	73 654,0	14,9%	280 947,0	97,6%	
Crédit intérieur	909 375,5	863 769,3	943 714,3	994 791,4	963 000,0	-31 791,4	-3,2%	53 624,5	5,9%	
PNG	73 105,8	3 557,6	-7 884,4	7 666,5	-22 119,1	-29 785,6	-388,5%	-95 224,9	-130,3%	
Crédits à l'économie	836 269,7	860 211,7	951 598,7	987 124,9	985 119,1	-2 005,8	-0,2%	148 849,4	17,8%	
dont crédits à court terme	478 372,7	492 128,7	562 627,7	535 700,9	546 876,1	11 175,2	2,1%	68 503,4	14,3%	
dont crédits de campagne	22 905,0	20 307,0	14 715,0	70 512,0	39 100,0	-31 412,0	-44,5%	16 195,0	70,7%	
dont crédits à moyen et long terme	334 992,0	347 776,0	374 256,0	380 912,0	399 143,0	18 231,0	4,8%	64 151,0	19,2%	
Masse monétaire	1 402 400,9	1 413 405,9	1 501 097,6	1 503 040,0	1 573 862,1	70 822,1	4,7%	171 461,2	12,2%	
Circulation fiduciaire	181 584,6	173 665,1	189 587,6	130 098,9	170 118,8	40 020,0	30,8%	-11 465,8	-6,3%	
Dépôts dans les banques	1 140 004,3	1 154 812,8	1 226 661,9	1 293 223,3	1 321 767,7	28 544,4	2,2%	181 763,4	15,9%	
dont dépôts à vue	503 795,3	526 243,8	595 760,9	620 397,3	618 465,7	-1 931,6	-0,3%	114 670,4	22,8%	
dont dépôts à terme	415 991,0	409 434,0	410 518,0	442 303,0	457 677,0	15 374,0	3,5%	41 686,0	10,0%	
Autres Postes Nets	52 924,9	110 139,5	124 162,1	134 903,3	141 309,5	6 406,2	4,7%	88 384,6	167,0%	

AGREGATS MONETAIRES	déc.07	déc.08	déc.09	déc.10	déc.11
M1/PIB	14,4%	13,3%	14,2%	12,1%	12,0%
M2/PIB	25,1%	24,2%	28,1%	28,5%	29,5%



Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont passés de 681,5 milliards de FCFA à fin décembre 2011 à 752,2 milliards de FCFA à fin juin 2012 soit une progression de 70,6 milliards de FCFA (+10,4%). Cette hausse s'explique uniquement par la croissance des avoirs extérieurs nets des banques (+162,6 milliards de FCFA) entre fin décembre 2011 et fin juin 2012, ceux de la Banque Centrale s'étant au contraire contracté (-92,0 milliards de FCFA).



La régression des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de 92,0 milliards de FCFA (-33,4%) résulte de la baisse des avoirs extérieurs bruts et de la progression des engagements extérieurs. En effet, les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 425,6 milliards de FCFA à fin juin 2012 contre 488,5 milliards de FCFA à fin décembre 2011, soit un recul de 62,9 milliards de FCFA (-12,9%). Quant aux engagements extérieurs, ils se sont situés à 242,2 milliards de FCFA à fin juin 2012 contre 213,1 milliards de FCFA à fin décembre 2011, soit une hausse de 29,1 milliards de FCFA (+13,6%).

La position extérieure des banques a été marquée par une hausse des avoirs extérieurs bruts et une contraction des engagements extérieurs bruts. En effet, les avoirs extérieurs bruts des banques sont passés de 555,4 milliards de FCFA à fin décembre 2011 à 683,0 milliards de FCFA à fin juin 2012, soit une hausse de 127,6 milliards de FCFA (+23,0%). Sur la même période, leurs engagements extérieurs sont passés de 149,2 milliards de FCFA à 114,2 milliards de FCFA, soit une baisse de 35,0 de FCFA (-23,5%).

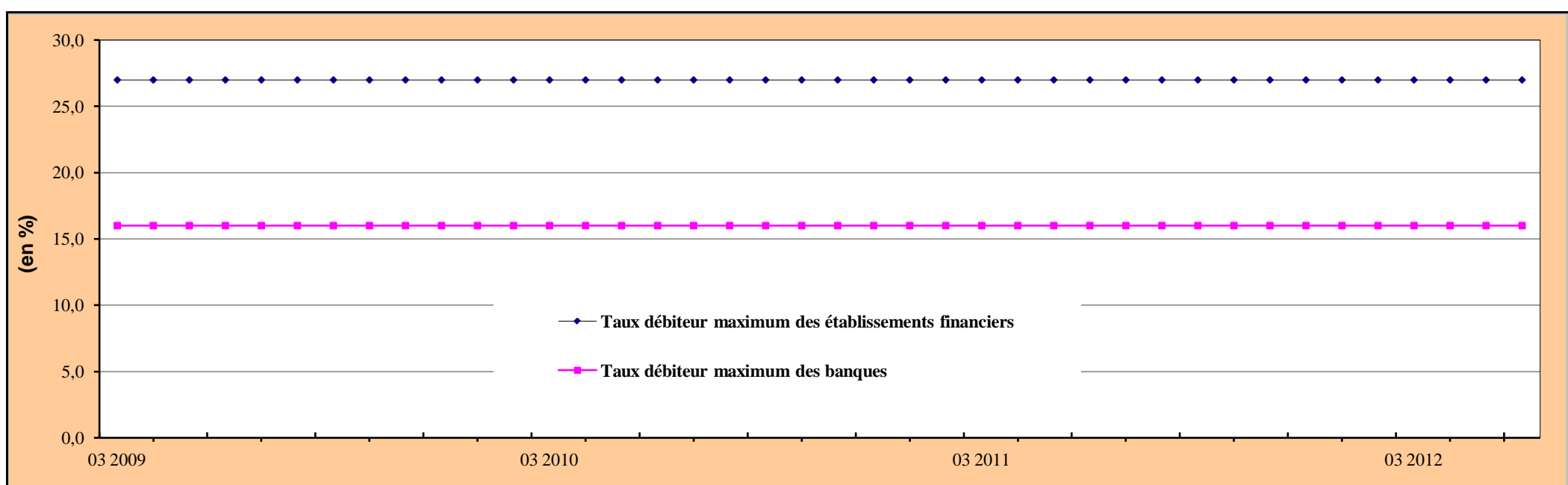
Le crédit intérieur a progressé de 19,3 milliards de FCFA (+2,0%) à fin juin 2012, en ressortant à 963,0 milliards de FCFA contre 943,7 milliards de FCFA à fin décembre 2011. Cette progression est attribuable aux crédits à l'économie, la PNG s'étant améliorée sur la période. En effet, les crédits à l'économie ont augmenté de 33,5 milliards de FCFA (+3,5%), en passant de 951,6 milliards de FCFA à fin décembre 2011 à 985,2 milliards de FCFA à fin juin 2012. Quant à la PNG, elle s'est améliorée de 14,2 milliards de FCFA (+180,5%) sur la même période sous revue.

La masse monétaire, suivant l'évolution de ses contreparties, a enregistré un accroissement de 4,8% (+72,8 milliards de FCFA) entre fin décembre 2011 et fin juin 2012, en s'établissant à 1.573,9 milliards de FCFA à fin juin 2012, contre 1.501,1 milliards de FCFA en fin décembre 2011. Cette évolution est due exclusivement à une augmentation des dépôts en banques (+95,1 milliards de FCFA, soit +7,8%), la circulation fiduciaire ayant au contraire décéléré de 19,5 milliards de FCFA, (-10,3%) sur la même période.

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	2. Trim. 2011	3. Trim. 2011	4. Trim. 2011	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,5	8,5	8,0	8,0	8,0	0,0%	-5,9%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%



Au cours du deuxième trimestre 2012, les taux directeurs de la BCEAO ont été abaissés de 25 points de base. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal de la BCEAO sont ainsi fixés respectivement à 3,00% et à 4,00% avec date d'effet le 16 juin 2012.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 13,19%, en affichant une moyenne stable au cours des trois mois du deuxième trimestre 2012.

En ce qui concerne les établissements financiers, aucune modification de taux n'a été enregistrée au cours du deuxième trimestre 2012.

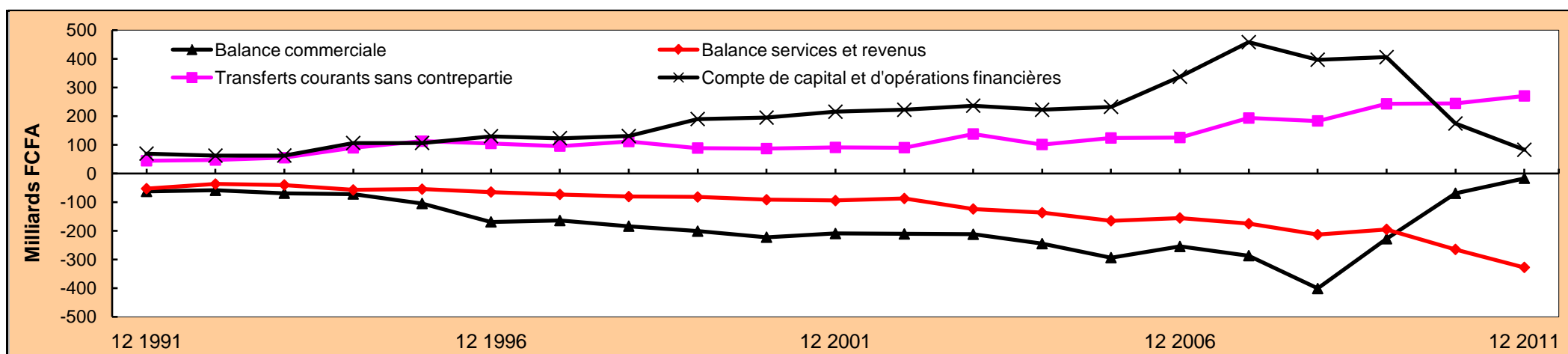
Sources : B.C.E.A.O.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Le secteur extérieur de l'économie burkinabè s'est ressenti des effets de la crise économie internationale. Ces effets ont toutefois été atténués, au niveau des opérations courantes, par la baisse des cours mondiaux des produits pétroliers et alimentaires et la bonne tenue des exportations d'or, grâce à la hausse des prix internationaux du métal jaune et au renforcement des capacités extractives des sociétés minières.

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	Var. 2011	
						Var./2010	Var./2009
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Estimations		
Exportations de biens FOB	298,6	310,4	425,2	785,2	1 041,2	32,6%	56,5%
Importations de biens FOB	585,1	711,7	652,8	854,2	1 057,8	23,8%	27,3%
Balance commerciale	-286,6	-401,4	-227,6	-69,0	-16,6	-75,9%	-73,0%
Services	-173,9	-211,6	-192,1	-261,6	-324,0	23,8%	29,9%
Revenus	-1,1	-1,6	-2,6	-3,2	-3,5	10,7%	17,0%
Balance des services et revenus	-175,1	-213,2	-194,7	-264,8	-327,5	23,7%	29,7%
Transferts courants sans contrepartie	193,3	183,3	242,8	244,0	270,4	10,8%	5,5%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-268,4	-431,3	-179,4	-89,9	-73,7	-18,0%	-35,9%
Transferts en capital	140,2	85,9	132,9	98,9	111,8	13,1%	-8,3%
Opérations financières	317,8	310,9	272,7	75,5	-29,1		
Comptes de capital et d'opérations financières	457,9	396,8	405,6	174,3	82,7	-52,6%	-54,8%
Erreurs et omissions	-1,5	1,5	-1,4	1,5	0,8	-48,5%	
Solde global	188,1	-33,0	224,7	86,0	9,8	-88,6%	-79,1%



A fin décembre 2009, le solde de la Balance des Paiements du Burkina Faso est ressorti excédentaire à 224,7 milliards de FCFA contre un déficit de 33,4 milliards de FCFA un an plus tôt.

Cette amélioration des comptes extérieurs découle aussi bien de celle du solde structurellement déficitaire de la Balance des transactions courantes, que celle des entrées nettes de flux au titre des opérations financières.

Les échanges extérieurs du Burkina Faso en 2010 ont été caractérisés par une bonne tenue des cours mondiaux de l'or et du coton, les deux principaux produits d'exportation. S'agissant de l'or, sa production s'est accrue avec le démarrage des activités des mines d'Essakane et d'Inata. Les effets de ces facteurs ont été atténués par une remontée des prix internationaux des produits pétroliers à partir du deuxième trimestre de l'année 2010. Aussi, les importations liées à l'intensification des activités agricoles et minières ainsi que celles relatives à la reconstruction et/ou la réhabilitation des infrastructures socio-économiques endommagées par les inondations du 1er septembre 2009 ont contribué à limiter l'accroissement des avoirs extérieurs nets. Ainsi, la Balance des Paiements du Burkina Faso est ressortie excédentaire de 86,0 milliards de FCFA en 2010, contre +224,7 milliards de FCFA l'année précédente.

Au niveau des opérations courantes, la balance des transactions courantes pour l'année 2010 s'est améliorée de 89,6 milliards de FCFA par rapport à l'année 2009, sous l'effet d'une hausse des exportations (+360,0 milliards de FCFA) conjuguée à une augmentation des importations (-201,5 milliards de FCFA). Les exportations ont atteint 785,2 milliards de FCFA en 2010 contre 425,2 milliards de FCFA en 2009, soit une hausse de 84,7% expliquée principalement par celles de l'or non monétaire (+332,1 milliards de FCFA) et du coton fibre, jusqu'alors principal produit pourvoyeur de ressources extérieures du pays (16,7 milliards de FCFA) entre 2009 et 2010. Quant aux importations, elles sont ressorties à 854,2 milliards de FCFA en 2010 contre 652,8 milliards de FCFA en 2009 soit une hausse de 30,9% imputable principalement aux biens d'investissement (+111,3 milliards de FCFA) et aux produits pétroliers (+40,8 milliards de FCFA).

Le solde des opérations financières et de capital, s'est établi à +174,3 milliards de FCFA en 2010 contre 405,6 milliards de FCFA en 2009, soit une baisse de 231,2 milliards de FCFA (-57,0%). Cette régression s'explique aussi bien par le solde du compte de capital que celui des opérations financières. En effet, le solde excédentaire des transferts de capital est passé de 132,9 milliards de FCFA en 2009 à 98,9 milliards de FCFA en 2010, soit une diminution de 34,0 milliards de FCFA d'une année à l'autre. De même le solde excédentaire des opérations financières s'est réduit de 197,2 milliards de FCFA, en se situant à 75,5 milliards de FCFA en 2010 contre 272,7 milliards de FCFA en 2009.

Ainsi, le solde global s'est établi à +86,0 milliards de FCFA en 2010 contre 224,7 milliards de FCFA en 2009.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2011	2011	2011	2012	2012	trimestriel	annuel
TOTAL	287 593,5	321 496,9	332 877,0	371 625,5	476 094,7	28,1%	65,5%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	3 035,2	3 900,3	3 868,7	3 714,9	3 639,9	-2,0%	19,9%
Produits du règne végétal	18 997,0	22 356,6	20 719,0	21 167,7	25 223,8	19,2%	32,8%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 788,7	4 029,1	3 454,9	4 006,0	4 585,7	14,5%	64,4%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	17 754,6	23 141,3	27 737,2	22 864,6	25 059,2	9,6%	41,1%
Produits minéraux	83 876,7	78 980,0	83 525,0	91 195,5	136 900,7	50,1%	63,2%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	33 757,7	44 333,3	40 047,6	39 110,1	70 230,8	79,6%	108,0%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	11 085,0	12 438,2	13 037,5	19 169,5	16 194,8	-15,5%	46,1%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	181,3	177,1	215,4	338,4	329,4	-2,7%	81,7%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	871,8	931,4	870,6	1 006,0	1 226,7	21,9%	40,7%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	5 465,5	6 546,7	6 032,1	5 694,6	7 675,0	34,8%	40,4%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	4 740,7	5 604,2	6 657,2	7 802,5	7 920,0	1,5%	67,1%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 001,9	1 237,9	1 266,7	1 393,9	1 247,3	-10,5%	24,5%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	2 179,4	3 403,5	2 995,3	3 105,6	2 788,0	-10,2%	27,9%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. préci.	35,0	43,6	58,8	107,7	42,3	-60,7%	20,7%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	21 691,6	27 898,4	23 971,4	33 137,5	36 325,2	9,6%	67,5%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	44 729,1	51 195,8	57 904,5	74 566,1	79 814,6	7,0%	78,4%
Matériel de transport	30 007,2	27 001,3	33 240,7	37 143,5	50 353,1	35,6%	67,8%
Instrument et appareils d'optique, de photographie...	3 015,4	4 662,3	4 406,2	2 701,9	3 309,9	22,5%	9,8%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	372,2	749,5	239,6	331,6	450,2	35,8%	21,0%

La hausse entamée au deuxième trimestre 2011 se poursuit. Les importations enregistrent au deuxième trimestre 2012 une hausse de 28,1% par rapport au premier trimestre 2012. La valeur totale des importations est ainsi passée de 371,6 milliards de francs CFA au premier trimestre 2012 à 476,1 milliards de francs CFA au deuxième trimestre 2012, soit une hausse de 104,5 milliards de francs CFA.

Cette hausse est principalement imputable à une hausse de la facture pétrolière de 45,7 milliards de francs CFA, des importations des produits des industries chimiques de 31,1 milliards de FCFA et de matériels de transports de 13,2 milliards de FCFA.

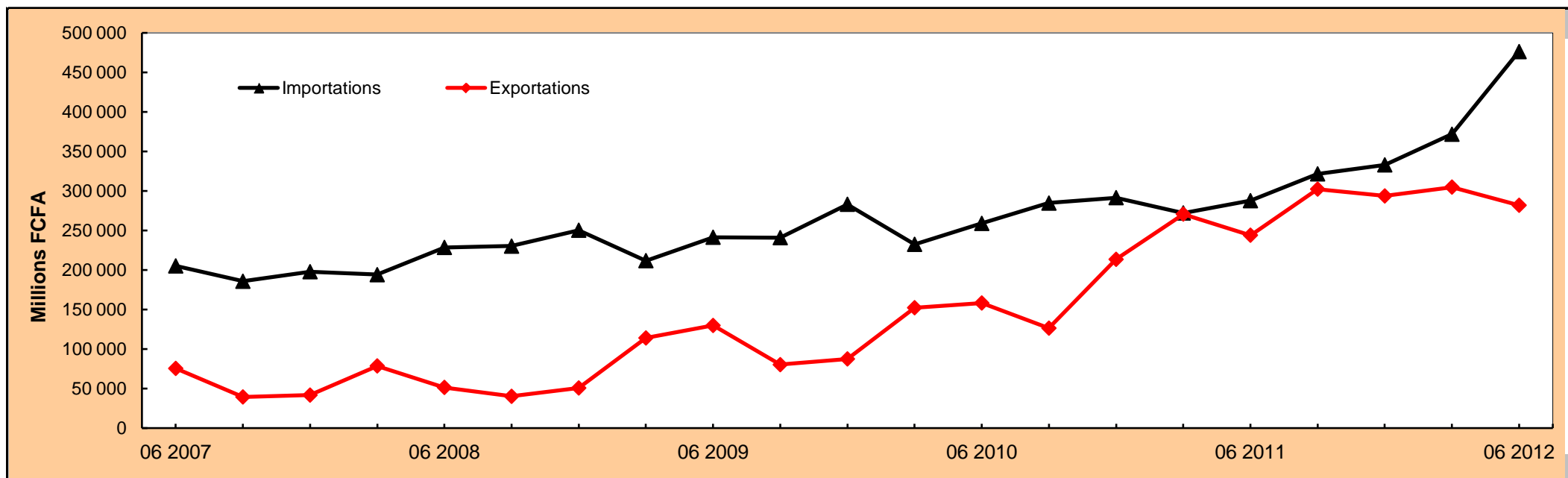
Cette hausse est aussi imputable à une hausse des importations des machines et appareils, matériels électrique et leurs parties de 16,7 milliards de FCFA, des métaux communs et ouvrages en ces métaux de 9,2 milliards de FCFA, de la facture pétrolière de 4,5 milliards de FCFA et des matières plastiques et ouvrages en ces matières pour 6,1 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la hausse enregistrée depuis le premier trimestre de l'année 2010 se poursuit. En effet, une importante hausse de 65,5% est observée par rapport au deuxième trimestre de 2011.

La facture pétrolière enregistre la plus forte hausse avec une progression de 53,0 milliards de francs CFA, soit +63,2% de glissement annuel. Les importations des industries chimiques suivent avec 36,5 milliards de francs FCFA (108,0%), talonnés par les importations de machines et appareils, matériels électrique et leurs parties avec 35,1 milliards de francs CFA (+78,4%) et du matériels de transport pour 20,3 milliards de francs CFA avec un glissement annuel de +67,8%.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2011	2011	2011	2012	2012	trimestriel	annuel
TOTAL	243 946,7	302 239,3	293 566,9	304 772,7	281 790,6	-7,5%	15,5%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	1 160,6	1 256,3	1 568,1	820,9	1 018,9	24,1%	-12,2%
Produits du règne végétal	31 799,1	15 425,0	14 324,3	30 817,5	19 947,7	-35,3%	-37,3%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	7 098,8	7 717,0	11 541,0	24 645,5	7 904,5	-67,9%	11,3%
Graisses et huiles animales ou végétales	431,6	244,1	777,6	678,5	389,5	-42,6%	-9,8%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	2 413,9	1 558,2	1 083,0	2 288,4	2 078,0	-9,2%	-13,9%
Produits minéraux	561,7	674,9	987,9	368,5	196,2	-46,8%	-65,1%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	748,3	1 138,5	328,6	491,4	2 135,4	334,5%	185,4%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	121,5	2 161,3	50,3	58,4	160,0	174,2%	31,7%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	542,9	350,0	614,4	432,8	708,4	63,7%	30,5%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	17,0	5,4	1,5	15,2	2,0	-86,5%	-87,9%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	75,2	13,7	18,7	15,9	25,0	56,7%	-66,8%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	53 231,1	7 899,8	29 169,6	71 426,1	35 212,8	-50,7%	-33,8%
dont coton fibre	52 035,0	6 834,8	28 430,1	70 411,2	34 452,1	-51,1%	-33,8%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	6,0	19,7	0,0	48,5	25,7	-47,0%	328,1%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	104,9	61,4	46,5	99,1	78,1	-21,2%	-25,5%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	149 584,7	266 715,1	237 751,6	191 773,5	204 345,8	6,6%	36,6%
dont or	149 584,7	266 712,3	237 751,1	191 773,5	204 223,3	6,5%	36,5%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	771,1	1 402,5	850,2	537,5	1 018,3	89,5%	32,1%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	1 237,0	1 815,2	2 377,4	2 844,2	9 249,4	225,2%	647,7%
Matériel de transport	732,3	1 163,1	3 254,2	1 664,0	4 294,8	158,1%	486,5%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	105,8	36,7	144,0	76,2	279,2	266,3%	163,9%
Marchandises et produits divers	206,9	278,4	170,7	246,0	488,4	98,5%	136,0%

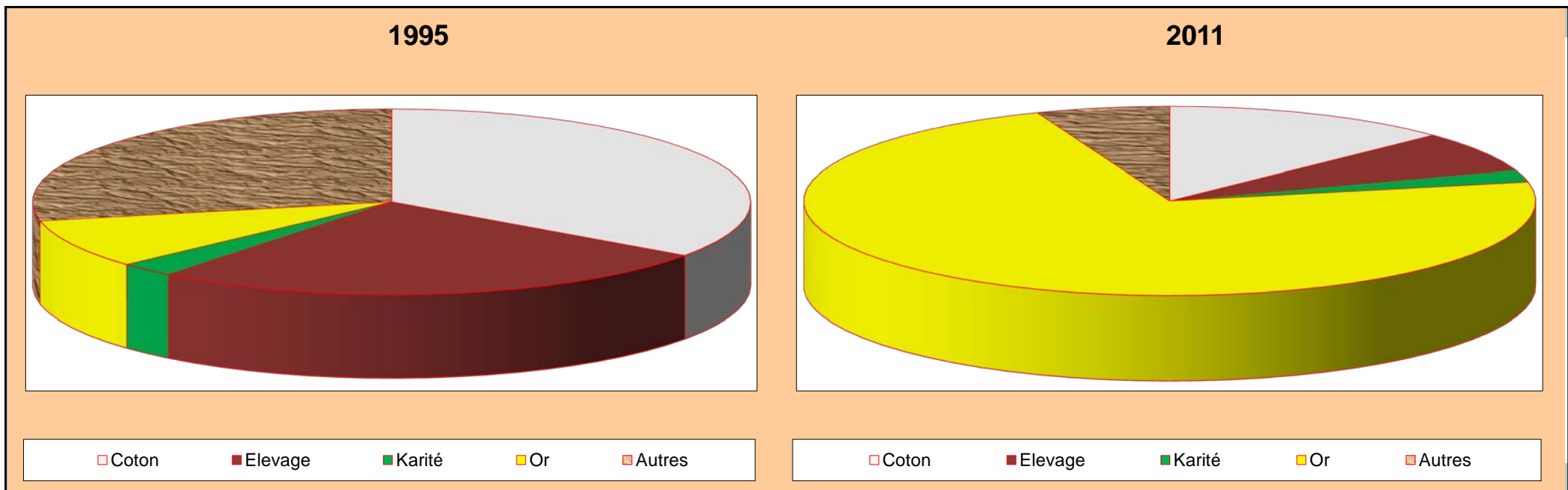


Les exportations enregistrent de nouveau un repli de 7,5% en glissement trimestriel au deuxième trimestre 2011. Cette baisse est principalement imputable à celles de coton fibre de 36,0 milliards de francs CFA et des produits du règne végétal de 10,9 milliards de FCFA.

En glissement annuel, les exportations ont connu une croissance de 15,5%. Elles sont principalement tirées par la hausse des exportations d'or de 54,6 milliards de francs CFA, contenant ainsi les baisses des exportations des produits agricoles saisonniers tels le coton et les produits du règne végétal qui enregistrent respectivement une baisse de 17,6 milliards de francs CFA et 11,9 milliards de francs CFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1995	2008	2009	2010	2011
Part du coton dans total	34,8%	33,1%	22,8%	14,4%	12,8%
Part des produits de l'élevage dans total	25,8%	16,3%	14,2%	8,3%	6,9%
Part du karité dans total	2,5%	5,4%	4,2%	2,5%	2,1%
Part de l'or dans total	8,5%	22,6%	42,3%	65,2%	72,3%
Part des autres produits dans total	28,3%	22,5%	16,6%	9,5%	5,9%

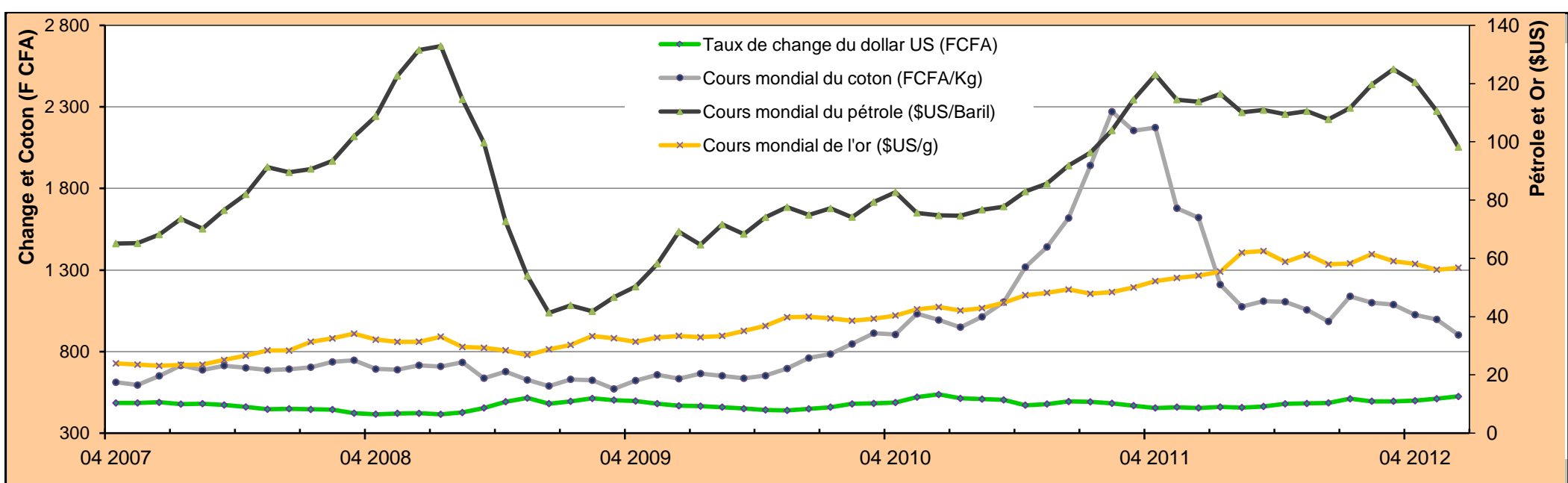


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabè poursuit sa mutation. D'une structure où prédominaient les exportations de produits de l'élevage (25,8%) et celles du coton (34,8%) en 1995, il ressort une prédominance de l'or avec 72,3% de la part des exportations en 2011. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 12,1 tonnes en 2009 et 32,2 tonnes en 2011, mais aussi par la hausse soutenue du prix de l'or ces années qui ont suivies la crise de 2008, en raison principalement de sa nouvelle fonction de réserve de valeur.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL Moyenne trimestrielle	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2011	2011	2011	2012	2012	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	456,7	460,6	482,7	501,0	511,7	2,1%	12,0%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	117,1	112,5	109,2	118,7	109,7	-7,6%	-6,3%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	3 996,3	2 456,7	2 173,0	2 213,3	1 908,7	-13,8%	-52,2%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	53,2	60,0	59,3	59,6	57,0	-4,3%	7,2%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	53,5	51,8	52,7	59,5	56,0	-5,8%	4,8%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	1 824,4	1 131,5	1 048,6	1 109,0	975,1	-12,1%	-46,6%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	24,3	27,6	28,6	29,8	29,2	-2,3%	20,0%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,034	0,022	0,020	0,019	0,017	-6,8%	-48,8%



. Taux de change du dollar :

La dépréciation du FCFA par rapport au dollar amorcé depuis la fin du deuxième trimestre 2011 s'est accélérée au cours des deux derniers mois du deuxième trimestre 2012. Après une dépréciation de 3,8% au premier trimestre 2012, le taux USD/FCFA s'est déprécié de 2,1% au deuxième trimestre 2012 (en variation trimestrielle), soit à un taux trimestriel moyen de 511,7 FCFA contre 501,0 FCFA un trimestre plutôt. En glissement annuel, il s'est déprécié de 12,0% contre 4,1% au premier trimestre 2012. Cette accélération dépréciative en vigueur depuis mai 2012 serait imputable en partie à la dégradation du climat de confiance des acteurs des marchés financier et monétaire de la zone euro en réponse à l'augmentation du rayon de contagion de la crise de la dette souveraine dans la zone. Cette appréciation du dollars US par rapport à l'euro combinée à la baisse du cours mondial du baril devrait apporter du souffle à l'économie burkinabè en tant qu'exportateur net d'or et importateur net d'hydrocarbure.

. Prix des produits exportés :

Le cours mondial du coton a renoué avec sa chute au cours de ce trimestre, enregistrant ainsi une baisse trimestrielle moyenne de 13,8% contre une hausse de 1,9% au premier trimestre 2012. En glissement annuel, le cours demeure en baisse de 52,2%. En FCFA, le cours du coton a enregistré une baisse de 12,1% et de 46,6% respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel. Le kilogramme de coton fibre est ainsi ressorti en moyenne à 975,1 FCFA au deuxième trimestre contre 1.109,0 FCFA au premier trimestre 2012. La baisse continue du cours mondial de la tonne de coton s'expliquerait par une augmentation de la production mondiale conjuguée à une chute de la demande mondiale.

Le cours mondial de l'or a renoué avec la hausse en juin 2012, après les baisses consécutives enregistrées entre mars et mai 2012. Toutefois, en variation trimestrielle, il est en baisse de 4,3% au deuxième trimestre 2012 contre une baisse de 0,4% un trimestre plutôt, passant ainsi de 59,6 \$US/g à 57,0 \$US/g en moyenne. En glissement annuel le cours de l'or demeure en hausse de 7,2% contre 22,2% au premier trimestre 2012. En FCFA, il est en baisse de 2,3% (variation trimestrielle), passant ainsi de 29.800 FCFA/g en moyenne au premier trimestre 2012 à 29.200 FCFA/g au deuxième trimestre 2012. L'or devrait conserver son statut de valeur refuge en relation avec l'intensification des incertitudes dues à la dégradation de situation financière dans la zone euro.

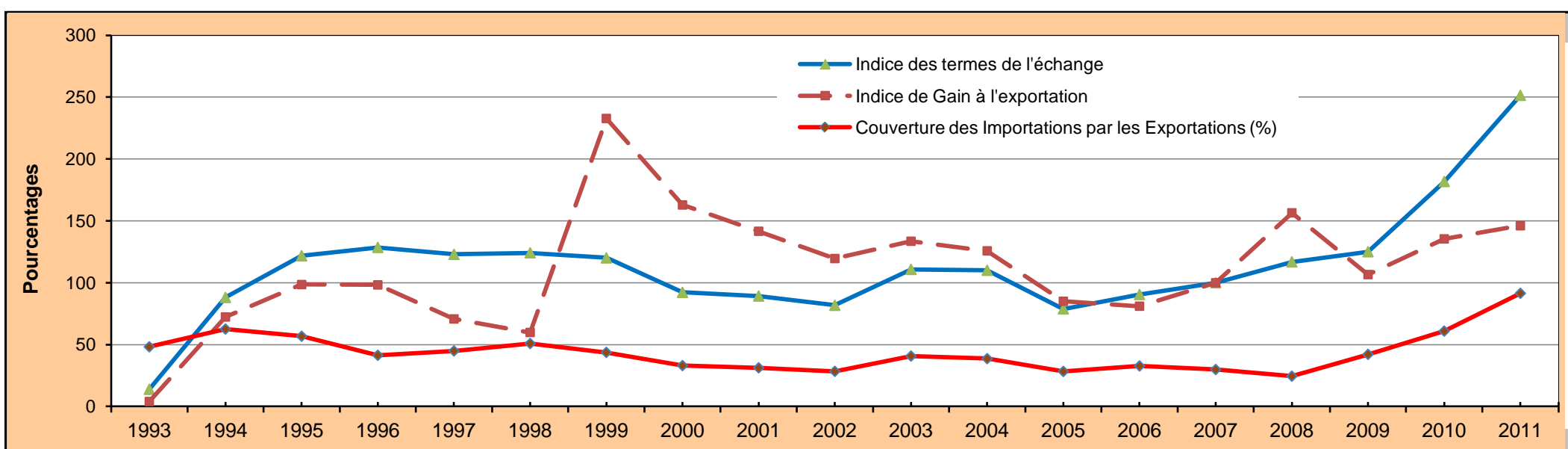
. Prix des produits importés :

Le cours mondial du baril du brut de pétrole continue sa plongée amorcée en avril 2012, enregistrant ainsi une variation trimestrielle moyenne de -7,6% au deuxième trimestre 2012 contre +8,7% un trimestre plutôt. En glissement annuel, il reste nettement en deçà de son niveau de il y a une année de 6,3%. En FCFA, le cours du baril du brut de pétrole a varié de -5,8% et de +4,8% respectivement en glissement trimestriel et en glissement annuel. La tendance baissière du baril au deuxième trimestre peut être expliquée par les effets conjugués de la dégradation des perspectives de la demande mondiale, de l'atténuation des risques géopolitiques pesant sur l'offre de pétrole avec la fin de la crise Libyenne et d'une production relativement importante des pays membres de l'OPEP, supérieure aux quotas.

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2007	12 2008	12 2009	12 2010	12 2011	Var. 2011	
						Var./2010	Var./2009
Indice prix à l'exportation	100,0	126,6	146,7	209,6	282,3	34,7%	92,4%
Indice prix à l'importation	100,0	108,3	117,3	115,3	112,2	-2,6%	-4,3%
Indice des termes de l'échange	100,0	116,9	125,1	181,8	251,5	38,3%	101,1%
Indice de gain à l'exportation	100,0	156,5	106,6	135,5	146,1	7,9%	37,0%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	29,9	24,5	42,1	60,9	91,5	50,1%	117,1%



Si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un niveau atteint de 60,9% en fin 2010 puis de 91,5% en fin 2011.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

Définitions et abréviations

Général

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DEP :	Direction des Etudes et de la Planification
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGPER :	Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale
DGPSE :	Direction Générale de la Prévion, des Statistiques et de l'Economie de l'Elevage
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
FEC :	Facilité Elargie de Crédit
IADM :	Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAHRH :	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRA :	Ministère des Ressources Animales
PPTTE :	Pays Pauvres Très Endettés
Prov. :	Données provisoires
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
SONAGESS :	SOciété NAtionale de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
SP-PPF :	Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques et Programmes Financiers
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail) géré par la Direction générale de la prévion et des statistiques de l'élevage du Ministère des Ressources Animales.

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et actualisées entre deux enquêtes par des taux de croît spécifiques.

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume des exportations (ILQE).

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
YAGO, Namaro TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions - Relecture	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
LENGANE, Toubriyant MILLOGO, François SIE, Chiep	Finances publiques	DEP/MEF SP-PPF SP-PPF
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
SEBEGO, Mamoudou	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DPAM / DGEP